

COMMUNAUTE DE COMMUNES AUNIS SUD
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

SEANCE DU 18 DECEMBRE 2018

PROCES VERBAL INTEGRAL

	Nombre de membres :		L'an deux mil dix-huit, le 18 décembre à 18 heures, le Conseil Communautaire de la Communité de Communes Aunis Sud, légalement convoqué, s'est réuni à la Communité de Communes Aunis Sud en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Jean GORIOUX.
En exercice	Présents	Votants	
42	34	38 puis 35 puis 38	
Présents / Membres titulaires :			
MM. Jean GORIOUX – Catherine DESPREZ (a reçu pouvoir de Catherine BOUTIN) – Christian BRUNIER – Gilles GAY – Marie-Pierre CHOBELET – Raymond DESILLE – Patricia FILIPPI (a reçu pouvoir de Marie-Véronique CHARPENTIER) – Marc DUCHEZ – Micheline BERNARD – Anne-Sophie DESCAMPS – Marie-France MORANT – Philippe GROULT – Joël LALOY AUX – Bruno GAUTRONNEAU – Jean-Marie TARGE – Emmanuel DEVAUD – Annie SOIVE – Jean-Marc NEAUD – François GIRARD – Jean-Michel CAPDEVILLE – Pascal TARDY (a reçu pouvoir de Daniel ROUSSEAU) – Christine BOUYER – Philippe GORRON – Mayder FACIONE – Walter GARCIA – Christine JUIN – Stéphane AUGÉ – Sylvie PLAIRE (a reçu pouvoir de Marie-Joëlle LOZACH'-SALAÜN) – Jean-Yves ROUSSEAU – Jean-Pierre SECQ – Younes BIAR – Danielle BALLANGER – Thierry PILLAUD.			
Présents / Membres suppléants :			
MM. Robert BABAUD.			
Absents non représentés :			
MM. Fanny BASTEL – Nathalie MARCHISIO – Sylvain RANCIEN – Thierry BLASZEZYK.			
Etaient invités et présents :			
MM. Olivier DENEC HA UD – Danièle JOLLY – Joël DULPHY, Barbara GAUTIER, personnes qualifiées. M. Eric ARSICAUD, Trésorier – Lucile RICHARD, Archéologue du Département			
Egalement présents à la réunion :			
MM. Christelle LAFAYE-PELLEFIGUE, DGS – Valérie DO RE, Cédric BOIZEAU, Marc BOUSSION, Willy BERTHOME, Cécile PHILIPPOT, Pauline MENANT-CHAVATTE – Perle LESIMPLE – Delphine THERA UD.			
Secrétaire de séance :			Affichage des extraits du procès-verbal en date du : 28/12/2018
Madame Anne-Sophie DESCAMPS			
Convocation envoyée le :			Le Président,
12 décembre 2018			
Affichage de la convocation (art. L 2121-10 du CGCT) le :			Jean GORIOUX
12 décembre 2018			

Ordre du jour :

1. TOURISME

1.1 Bilan scientifique du site archéologique par Lucile RICHARD

2. ADMINISTRATION GÉNÉRALE

2.1 Approbation du procès-verbal de la réunion du mardi 20 novembre 2018.

2.2 Autorisation du Président à signer le Contrat de dynamisation et de cohésion 2018 – 2020 du territoire de contractualisation La Rochelle – Ré – Aunis.

3. CULTURE

3.1 Attributions de subventions au Collège Hélène de Fonsèque et à la Compagnie L'Orée du Bois.

3.2 Bâtiment ex-ENILIA rue Marcou à Surgères – Proposition de vente de la Région Nouvelle Aquitaine.

4. SPORT

4.1 Vac en Sport : Tarifs 2019 – Stages hiver, printemps et été.

4.2 Vac'en sport – Modification des règlements intérieurs.

4.3 Modification de la délibération de novembre attribuant une subvention à l'Entente Sportive de Surgères, suite à changement de nom du club : Canton Aunisien football club.

4.4 Signature d'une convention entre l'Education Nationale et l'USEP pour les rencontres sportives inter écoles.

5. ENFANCE – JEUNESSE – FAMILLE

5.1 Autorisation du Président à signer le Contrat Enfance Jeunesse 2018 – 2021.

5.2 Demande d'avance de subvention.

5.3 Modification du règlement des minibus.

6. FINANCES

6.1 Budget annexe ZI Fief St Gilles - Décision modificative n°1.

6.2 Budget annexe ZI de la Métairie - Décision modificative n°1.

6.3 Budget annexe ZI Le Thou TII - Décision modificative n°1.

6.4 Budget annexe ZI de Forges - Décision modificative n°1.

6.5 Budget annexe Parc d'activités de La Combe - Décision modificative n°1.

6.6 Transfert de l'actif et du passif issus du budget annexe multiservices Croix-Chapeau et règlement du déficit.

6.7 Dépenses imputables au compte 6232 Fêtes et cérémonies.

7. COMMUNICATION

7.1 Commission extracommunautaire Communication – désignation d'un membre.

8. DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

8.1 Requalification du site industriel Surfilm à Surgères – Proposition de cession du bâtiment communautaire « ex ATIS » à l'un des deux locataires.

9. AMÉNAGEMENT

9.1 Parc d'activités économique de la Combe à Surgères – Demande de subvention au titre de la D.E.T.R. et de la D.S.I.L. pour 2019. Retiré

9.2 Droit de préemption urbain – Déclaration d'Intention d'Aliéner 18U0016.

10. URBANISME

10.1 Approbation de la procédure de modification n°5 du PLU de Surgères.

10.2 Approbation de la procédure de modification simplifiée n°2 du PLU de Surgères.

10.3 Déclaration de projet décrite à l'article L.300-6 du Code de l'urbanisme emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme pour le projet de résidence sénior sur le site Sergent Prolac – approbation de la mise en compatibilité du PLU.

10.4 Signature d'une convention d'adhésion au service commun d'instruction mutualisée des actes et autorisations du droit des sols pour la Commune de Bouhet.

11. ENVIRONNEMENT

11.1. Stratégie Locale de Gestion des Risques d'Inondation (SLGRI) sur la Baie de L'Aiguillon – Convention avec le SYHNA et Aunis Atlantique pour le lancement de l'étude d'élaboration.

12. DÉCISIONS – INFORMATIONS

12.1 Décisions – Informations

13. REMERCIEMENTS

13.1 Remerciements

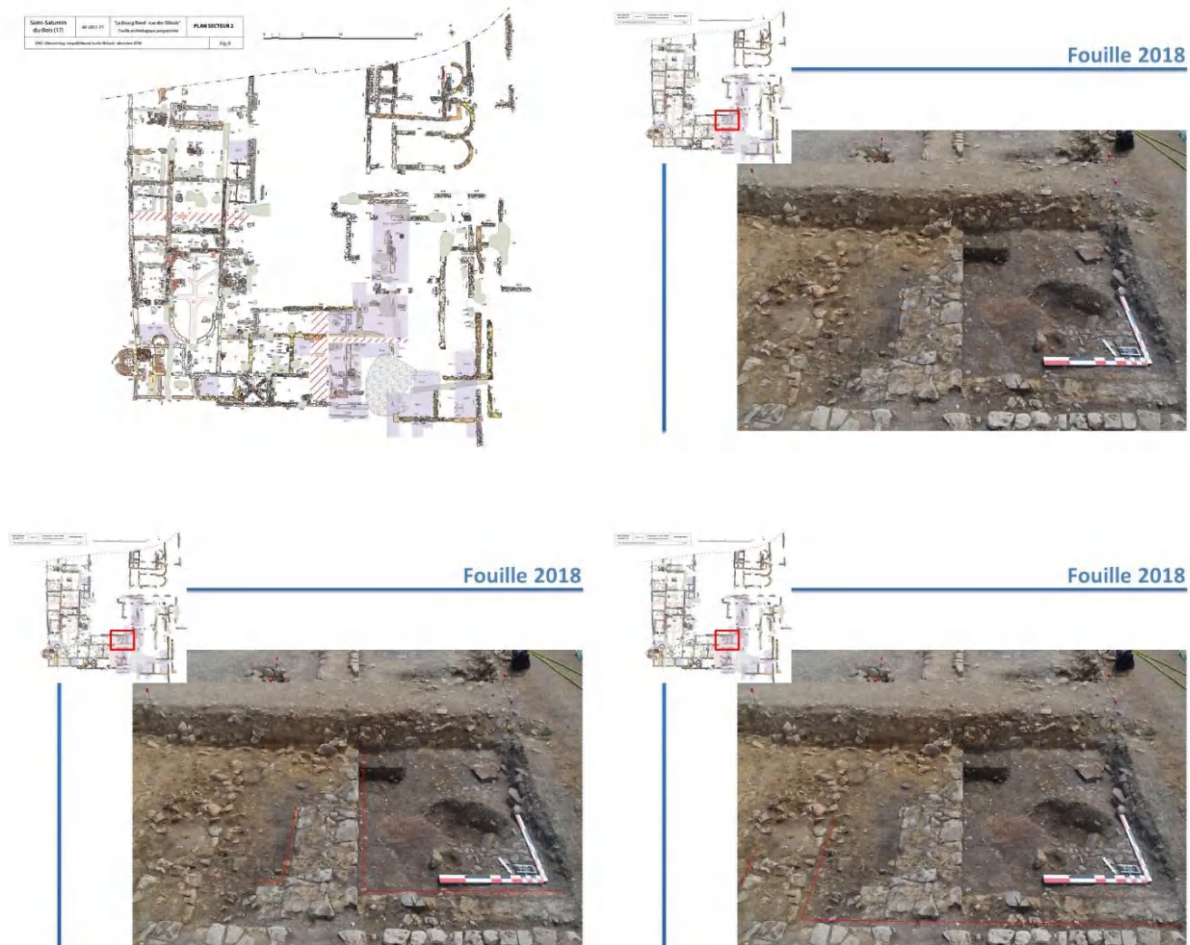
1. TOURISME

1.1 Bilan scientifique du site archéologique par Lucile RICHARD

Madame Marie-Pierre CHOBLET présente Madame Lucile RICHARD, archéologue.

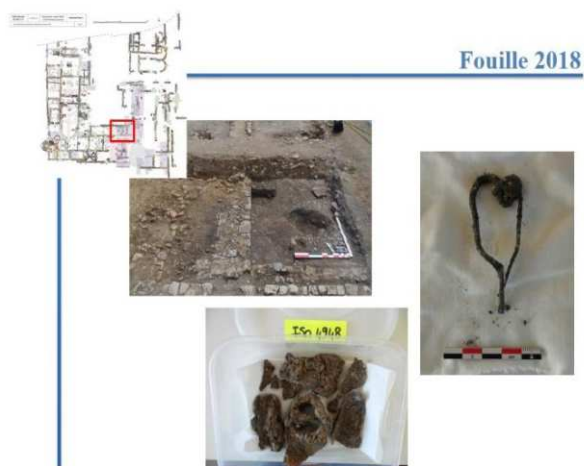
Sur autorisation de Monsieur le Président, Madame Lucile RICHARD explique qu'elle était en charge pour la saison 2018, des fouilles sur le site archéologique de Saint-Saturnin du Bois et présente le bilan scientifique.

Elle indique que ce programme de fouille se terminera en 2019 laissant la place à partir de 2020 à un nouveau programme de recherche.

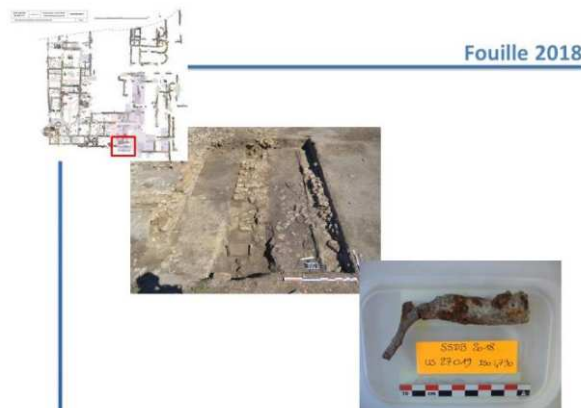


Elle montre les vestiges de maçonnerie trouvés dans la galerie portique symbolisée sur le plan par le carré rouge faisant état de plusieurs phases de construction subies par le bâtiment durant l'antiquité.

- Une 1^{ère} phase de construction qui partage la galerie, indiquant que ce bâtiment a été abandonné.
- Une 2^{ème} phase de construction reprenant le même plan architectural car les murs sont construits parallèlement aux précédents mais avec un léger décalage, cela démontre une volonté d'agrandir.



Du mobilier a également été trouvé, dont une fibule, ancêtre de l'épingle à nourrice (photo de droite) et une clarine fragmentée, sorte de clochette.



Dans un autre secteur, plus au sud (carré rouge), sur une toute petite zone, plusieurs phases de construction, un premier mur qui fonctionne avec un niveau de sol, à priori extérieur.

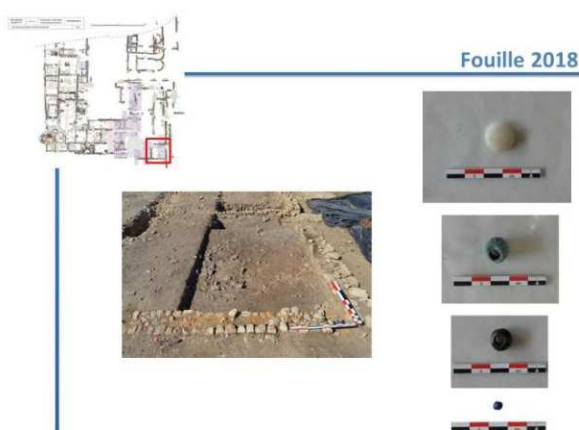
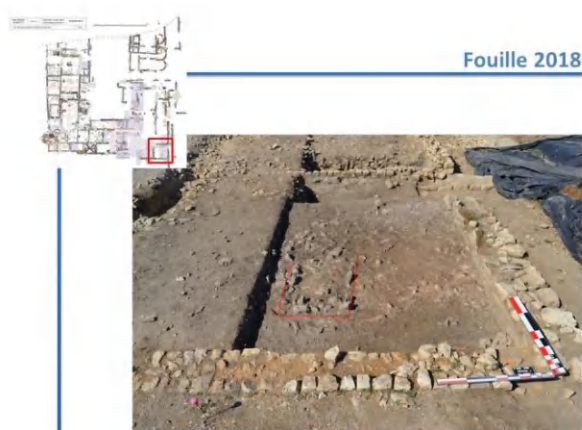
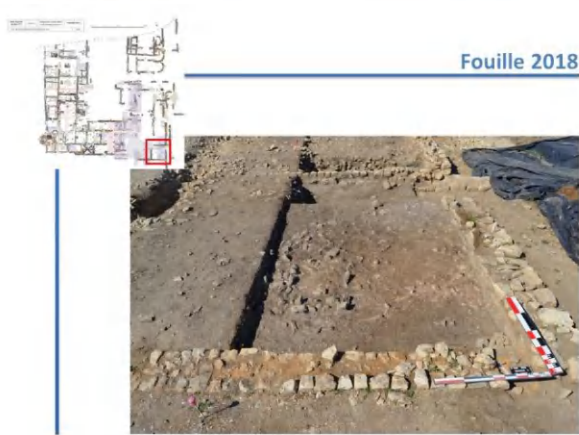
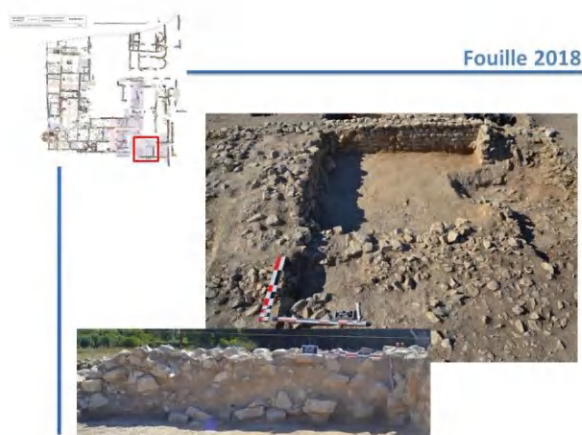
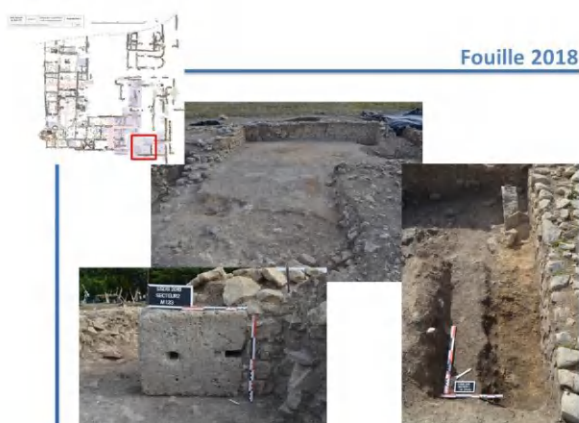
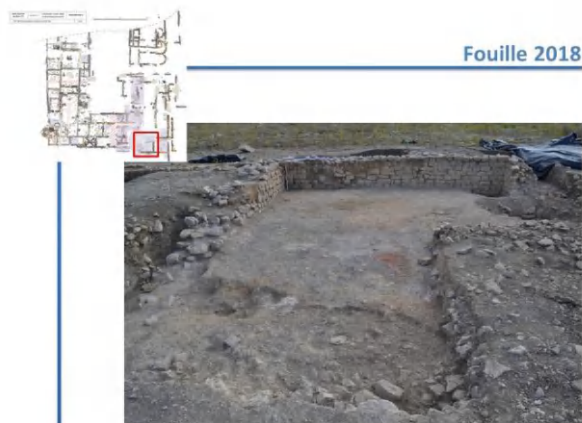
Au sud de ce mur, il y a un dallage en pierre :

- Dans un 1^{er} temps, il se situait à l'extérieur du bâtiment
- Dans un second temps à côté de ce mur arasé, il y a une deuxième construction par-dessus qui délimite une nouvelle pièce avec un sol de mortier. Ce mur est contemporain.

Ainsi, cet enchevêtrement de maçonnerie sera à remettre dans l'ordre chronologique pour connaître l'histoire du bâtiment.

Il y a également des vestiges de maçonnerie avec plusieurs états de construction.

De plus, un petit objet en fer a été trouvé dans les remblais les plus récents, un genre de faucille ou de petit couteau, un outil de travail.



Dans l'angle sud-est, une grande salle qui a révélé des maçonneries bien conservées en élévation datant de l'antiquité, le niveau de sol est très bien préservé sur quasiment toute la surface.

Au cours du Moyen-Age, les maisons se sont construites avec les pierres de ce site et c'est pour cela qu'il y a des murs arrachés parfois jusqu'aux fondations.

Des petits sondages ont été effectués à l'extérieur du bâtiment :

Au sud du grand mur, il a été découvert une belle pierre de chaînage d'angle, unique exemple sur le site. Cela pose question sur l'importance de cette pièce.

Un autre petit sondage a été effectué également derrière la partie du mur dont le parement est effondré avec la découverte d'une petite tranchée tout au long du mur. Cela peut-être la marque de la volonté d'assainir cette maçonnerie avec un drain effectué après, pour éviter les infiltrations d'eau. Ceci pourrait être une interprétation mais les études sont encore en cours.

L'absence de mobilier est due au nettoyage, avant de la laisser à l'abandon.

La moitié de la salle (celle attenante à l'est) a été explorée sur 20 cm dans la même durée de fouille avec une équipe de 2 ou 3 bénévoles.

Elle s'est révélée très stratifiée avec une quantité importante de mobilier abandonné sur place sur 3 ou 4 niveaux de sol différents datant de la fin de l'Antiquité.

Les fouilles se sont arrêtées sur ce niveau de sol qui n'est pas bien conservé. Au milieu de salle, il y a l'installation d'un foyer : une structure avec un plan en U, le sol est rougi par l'action du feu mais pas de mobilier pour identifier l'usage de ce foyer.

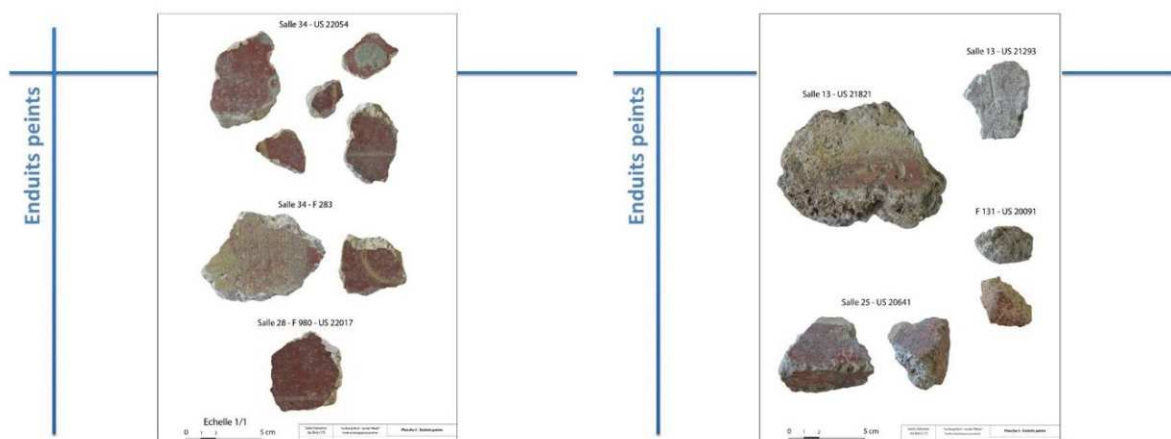
Il a été trouvé un jeton et des perles, le 1^{er} un jeton de jeu en pâte de verre et puis différents types de perles en verre ou pâte de verre de forme biconique. Ce niveau a pris plus de temps à être fouillé car il fallait éviter d'utiliser la pioche.



Une dernière petite salle déjà étudiée en 2013 ou 2014, il s'agit d'une reprise de fouille avec l'exploration de la partie occidentale.

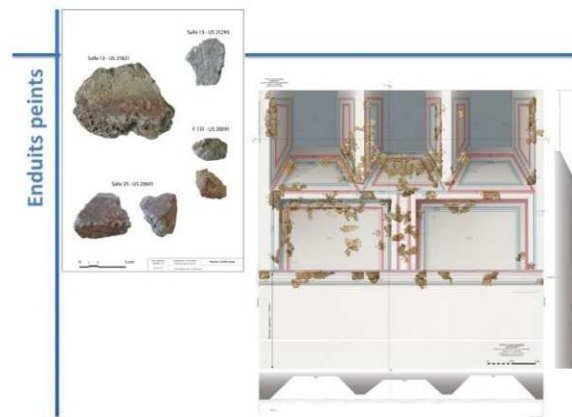
Ainsi, une structure datant du 4^{ème} siècle a été découverte, elle est composée de deux tuiles posées sur le sol à l'envers, face contre sol probablement employées comme plaque foyer et servant de chauffage domestique.

Un pinçon de tabletterie en os a également été découvert, il était utilisé pour le travail des tissus, un autre identique avait été trouvé dans la grande salle de réception.



Madame Claudine ALLAG, ancienne employée du centre d'étude des peintures murales de Soisson, est venue bénévolement regarder les fragments. Elle a expliqué que cela était incompréhensible que les décors ne soient pas restés en place car le site a été réoccupé bien après l'abandon de la villa.

Cependant, il y a quelques fragments comme les décors sur fond rouge avec des représentations végétales qui ne permettent pas de restituer un décor plus complet, ainsi que des petits éléments d'angle de porte ou de fenêtre.



Avec ce décor caractéristique de bandes rouges qui soulignaient les bords de portes et de fenêtres.

Le gros fragment (photo de gauche) serait une embrasure d'angle de la fenêtre.



Pour préparer la saison 2019, on a fait venir une mini-pelle sur demande de la DRAC.

Depuis 2016, il avait été observé une importante couche de remblais, de pierres et de terre bien cernée.

Ainsi, il a été décidé de fouiller à la mini pelle, la partie bâchée (photo à gauche) pour un gain de temps.

Présence d'un pierrier dans l'aile sud du bâtiment, qui posait questionnement. Une partie de son comblement en surface a été décapé afin de distinguer plus nettement ses bords. Il s'agit d'une structure importante de forme circulaire, datant du Moyen-Age et dont la profondeur est inconnue, elle avait été sondée en 2017 jusqu'à 1m 50.

En 2019, il sera fouillé par moitié avec un engin pour trouver le fond afin d'émettre une explication.

Madame Lucile RICHARD ajoute qu'elle va présenter à la DRAC un nouveau projet sur 3 ans soit 2019-2021 avec l'objectif de faire une publication.

Monsieur Jean GORIOUX remercie **Madame Lucile RICHARD** pour son travail et sa présentation.

2. ADMINISTRATION GÉNÉRALE

2.1 Approbation du procès-verbal de la réunion du mardi 20 novembre 2018.

(Délibération n°2018-12-01)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Sur proposition de **Monsieur Jean GORIOUX**, Président, le Conseil Communautaire,

A l'unanimité,

- approuve le procès-verbal de la séance du mardi 20 novembre 2018 qui a été communiqué à l'ensemble des membres de l'Assemblée.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

2.2 Autorisation du Président à signer le Contrat de dynamisation et de cohésion 2018 – 2020 du territoire de contractualisation La Rochelle – Ré – Aunis.

(Délibération n°2018-12-02)

Vu la délibération du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 10 avril 2017, fixant les principes et les objectifs stratégiques de la nouvelle politique contractuelle territoriale ;

Vu le courrier en date du 19 mai 2017 de la région présentant la politique d'aménagement du territoire de la Région Nouvelle-Aquitaine et proposant un périmètre de contractualisation inédit.

Vu le courrier en date du 27 septembre 2017 portant engagement de la Communauté de Communes Aunis Sud à l'élaboration d'un contrat dans le cadre de la nouvelle politique d'aménagement du territoire régional.

Vu la délibération du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 26 mars 2018, adoptant le règlement d'intervention de la politique contractuelle territoriale

Considérant que le Comité de Pilotage du Contrat, réuni le 04 juillet 2018, a validé le diagnostic partagé du territoire et les enjeux du contrat, à partir de nombreux travaux et d'échanges entre les quatre EPCI du territoire de contractualisation.

Considérant que le Comité de Pilotage du Contrat, réuni le 20 novembre 2018, a validé le projet de Contrat.

Considérant que le Bureau Communautaire, réuni le 04 décembre 2018, a validé le projet de Contrat

Quatre enjeux forts pour le territoire de contractualisation ont été définis :

1. Contribuer à une qualité de vie de haut niveau et favoriser un équilibre territorial structuré autour du bassin de vie avec comme projets phares :
 - ✓ Rénovation de la plateforme dédiée aux sports nautiques de La Rochelle
 - ✓ Création d'une salle multisport sur le complexe sportif de Surgères
2. Accompagner les acteurs économiques dans une dynamique créatrice d'emplois tout en renforçant les filières structurantes, avec comme projets phares
 - ✓ Les assises de l'emploi : plan local d'actions en faveur de l'emploi à l'échelle du bassin de vie
 - ✓ Modernisation du Port de Pêche et de Chef de Baie
3. Créer des synergies au sein du territoire pour développer les complémentarités d'un tourisme porteur de développement économique et renforcer son identité au travers d'actions durables, avec comme projet phare :
 - ✓ Etude de positionnement pour la reconversion du site de la Briqueterie, à la Grève-sur-Mignon.

4. Privilégier des usages durables et des actions de protection des sites et ressources naturelles, avec comme projets phares :
- ✓ Pôles d'échanges multimodaux de Surgères et La Rochelle
 - ✓ Création de recycleries sur le territoire

Considérant que le plan d'actions qui en découle a été priorisé en fonction des attendus de la politique régionale, à savoir selon son bloc de compétence.

Considérant que les projets inscrits dans le Contrat pourront faire l'objet de demandes de subvention soit au titre des politiques sectorielles de la Région soit au titre des crédits spécifiquement dédiés à la politique contractuelle.

Monsieur Jean GORIOUX, Président, propose au Conseil Communautaire de l'autoriser à signer le projet de contrat qui a été envoyé à l'ensemble des membres du conseil communautaire ainsi que les annexes à l'appui de la convocation à la réunion de ce jour.

Ces explications entendues, Monsieur Le Président demande au Conseil Communautaire de se prononcer sur la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

- Donne acte au rapporteur des explications ci-dessus détaillées
- Approuve les termes du Contrat de Dynamisation et de Cohésion 2018-2020 du territoire de Contractualisation La Rochelle-Ré-Aunis,
- Autorise Monsieur le Président à signer ledit contrat ainsi que tout document relatif à ce dossier,
- Autorise Monsieur le Président à prendre toute disposition pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

3. CULTURE

3.1 Attributions de subventions au Collège Hélène de Fonsèque et à la Compagnie L'Orée du Bois.

(Délibération n°2018-12-03)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu les décisions prises lors du Débat D'Orientation Budgétaire en Conseil Communautaire du 27 février 2018.

Vu le vote du budget primitif 2018 selon la délibération 2018-03-20

Madame PATRICIA FILIPPI rappelle que la Communauté de Communes Aunis Sud a pris en charge, dans le cadre de la compétence animation culturelle, *"le soutien aux associations et manifestations culturelles qui soit présentent un caractère unique sur le territoire communautaire, soit ont un rayonnement supra-communal voire supra-communautaire"*.

Elle explique qu'il reste 816 euros sur l'enveloppe globale prévisionnelle "subventions" inscrite au budget imputable à la Culture et que deux dossiers ont été reçus en cette fin d'année.

Proposition d'attribution de subventions dans le cadre de la culture

- | | |
|------------------------------|-------|
| • Collège Hélène de Fonsèque | 150 € |
| • Compagnie L'Orée du Bois | 650 € |

La Commission Culture, dont les membres ont été sollicités par mail, a donné un avis favorable.

Madame Patricia FILIPPI indique qu'après l'attribution de ces subventions, il restera un solde de 16 euros.

Ces explications entendues, Monsieur le Président demande au Conseil Communautaire de se prononcer sur la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire,

A la majorité absolue, avec 37 voix pour, 0 voix contre et 1 abstention (Madame Annie SOIVE),

- Donne acte au rapporteur des explications ci-dessus détaillées,
- Approuve l'attribution des subventions suivantes :
 - Collège Hélène de Fonsèque 150 €
 - Compagnie L'Orée du Bois 650 €
- Autorise le Président à prendre toutes dispositions pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

3.2 Bâtiment ex-ENILIA rue Marcou à Surgères – Proposition de vente de la Région Nouvelle Aquitaine.

(Délibération n°2018-12-04)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,
Vu la délibération N°2018.2363.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine du vendredi 16 novembre 2018,

Considérant que le Conservatoire de Musique de la Communauté de Communes doit être installé dans des locaux plus adaptés à l'enseignement et surtout plus grands pour tenir compte de l'augmentation constante de ses effectifs,

Considérant l'étude d'opportunité, de faisabilité et de programmation réalisée par l'Agence AVEC et présentée au Bureau communautaire au mois de Mai 2018,

Monsieur Jean GORIOUX, Président, rappelle aux membres de l'Assemblée que la Communauté de Communes Aunis Sud et la Région Nouvelle-Aquitaine ont engagé des négociations pour l'acquisition des anciens bâtiments de l'ENILIA sis Rue Julia et Maurice Marcou depuis plusieurs mois.

Les parcelles de terrain concernés par cette proposition de vente sont les parcelles cadastrées Section AE 578, 579, 621p et 622 (la parcelle AE 621 doit être réduite pour ajouter du terrain à la maison d'habitation implantée sur la parcelle AE 620 conservée par la Région et faire l'objet d'un bornage et d'un document d'arpentage).

Les services de la Région ont fait réaliser les diagnostics obligatoires préalables à la vente en septembre 2018 et engagé la procédure de désaffectation de ces bâtiments (procédure particulière pour des bâtiments rattachés à un établissement scolaire).

L'avis de France Domaine en date du 19 mars 2015, reconduit à l'identique le 8 novembre 2016, estime l'ensemble complet (comprenant également la parcelle AE 620) à 1 516 000 €, et les parcelles nécessaires au projet à 1 214 000 €.

Monsieur Jean GORIOUX, Président, ajoute que la Commission Permanente du Conseil Régional a délibéré, le 16 novembre dernier, pour autoriser la vente de l'ensemble immobilier à la Communauté de Communes Aunis Sud, au prix de 350 000 €, étant entendu que la Communauté de Communes prendra à sa charge l'ensemble des coûts liés à la mutation de l'établissement (géomètre, notaire, travaux de démolition, de désamiantage, réhabilitation...).

Il ajoute que, conformément à notre demande, les diagnostics ont été envoyés à la Communauté de Communes.

Monsieur Jean GORIOUX explique que le diagnostic énergétique est tronqué car il n'y a pas actuellement de moyen de chauffage.

Il indique également qu'il n'y a pas de termites mais la présence de conduites en amiante qui seront remplacées lors de la rénovation.

Monsieur Younes BIAR demande combien vont coûter le désamiantage et le projet dans sa globalité.

Madame Patricia FILIPPI répond que le projet a déjà été présenté en conseil communautaire avec différents scénarii.

Elle précise que les élus ont décidé d'opter pour le scénario n°2 pour 1 745 000€ avec d'importantes subventions.

Monsieur Younes BIAR demande si la capacité d'accueil des élèves de 282 actuellement va augmenter avec l'acquisition de ce bâtiment.

Madame Patricia FILIPPI explique que ce projet répond aux besoins de l'équipe.

Elle ajoute que l'actuel conservatoire a été visité par les membres du CHSCT et les élus.

Ainsi, le problème majeur de ces locaux est l'accessibilité.

En effet l'an dernier, l'accueil d'un enfant handicapé n'a pas pu être possible dans les locaux actuels et le lieu d'enseignement a dû être changé.

Madame Patricia FILIPPI explique qu'il est difficile de maintenir en l'état l'actuel conservatoire. De plus, l'accès handicapé est un programme important qu'il faudra solutionner.

Monsieur Younes BIAR indique que cela représente un coût 6 187€ par apprenant et demande si les autres disciplines bénéficient du même budget alloué.

Madame Patricia FILIPPI ajoute que la CdC a des projets qui correspondent à ses orientations.

Ainsi, les engagements au niveau culture ne peuvent être réduits au bénéfice d'autres projets au simple ratio mathématique car c'est un projet de territoire drainé à hauteur de toute la CdC.

Monsieur Younes BIAR répond que l'intérêt public doit être privilégié alors que ce projet ne concerne qu'un petit nombre de la population.

Madame Patricia FILIPPI indique que la CdC a des orientations sociales. Les montants accordés au social sont assez révélateurs de la politique sociale qui draine tous les habitants du territoire.

Monsieur Jean GORIOUX explique que des investissements ont été effectués dans les équipements sportifs, soit de la mise aux normes, soit de la rénovation, soit du maintien, depuis la mise en place de la CdC Aunis Sud et la création d'une salle multisports sera réalisée avant le projet du nouveau conservatoire.

De plus, la politique enfance jeunesse coûte 1 million par an.

La CdC a un projet de territoire avec différents axes validés dont les équipements culturels.

Pour l'accueil des populations et des entreprises, ces questions sont fréquemment posées car ils ne veulent pas s'installer dans un désert et ils demandent ce qui existe.

Le conservatoire est limité en nombre d'adhérents car ils sont logés dans des modulaires et des équipements de Surgères en supplément.

Il y a eu aussi le choix de ne pas laisser une nouvelle ruine au cœur de Surgères.

Monsieur Younès BIAR indique que la CdC Aunis Sud ne peut pas se prévaloir uniquement dans un domaine de compétence car l'investissement pour le nouveau conservatoire, est de plus de 6 000€/personne.

Madame Micheline BERNARD explique que l'investissement du projet ne se calcule pas sur un an mais il faut compter le ratio de l'année auquel on ajoute le fonctionnement.

Madame Patricia FILIPPI ajoute que l'objectif du Directeur du conservatoire est de transformer ce lieu en vrai lieu culturel afin d'accueillir du public mais aussi des activités. Ainsi, cela permettra d'accueillir des scolaires grâce au partenariat avec l'éducation nationale.

Madame Annie SOIVE profite de ce débat pour demander que le prix payé par les apprenants de l'école de musique d'Aigrefeuille soit abaissé au même prix que celui du conservatoire de Surgères car elle ne trouve pas normal que sur le même territoire, les enfants ne bénéficient pas du même tarif.

Madame Patricia FILIPPI explique que les tarifs ne peuvent pas être rapprochés car les structures n'ont pas le même statut et les professeurs non plus.

A Aigrefeuille, c'est une structure associative et ils souhaitent maintenir cette association et ce sont eux qui fixent les tarifs.

Monsieur Gilles GAY indique que la solution serait d'aider plus l'école de musique d'Aigrefeuille.

Monsieur Jean GORIOUX explique que l'association rayonne sur 2 territoires.

Il ajoute qu'il ne faut pas rapporter cela à un mode de calcul car si on faisait la même chose pour toutes les compétences, il faudrait fermer les écoles et tout ce qui relève du social.

Monsieur Younès BIAR explique que la politique doit être équitable et qu'il n'est pas contre la musique mais il souhaite une équité du citoyen face à l'impôt et aux services.

De plus, il indique que la CdC Aunis Sud est en train d'investir beaucoup d'argent pour maintenir une situation actuelle alors que les ressources de la CdC n'augmentent pas.

Monsieur Jean GORIOUX rappelle que ce sujet a été abordé dans la commission finances.

Monsieur Walter GARCIA demande pourquoi une partie du siège social ne serait pas transférée dans ce bâtiment car l'agrandissement du siège social va coûter sans être subventionné.

Il explique que des services supports comme les finances et les RH peuvent être transférés dans ce bâtiment.

Monsieur Jean GORIOUX rappelle que le projet du siège social a été arrêté et délibéré.

Madame Christine BOUYER pense que raisonner systématiquement projet par projet ne permet pas d'avoir une vision globale.

Elle indique, tout comme Monsieur Walter GARCIA, continuer de penser que la dépense pour l'agrandissement du siège social est importante et que cela pèsera lourdement sur les finances de la CdC.

Elle explique que pour elle, ce n'est pas un investissement mais une dépense et demande un vrai DOB de perspective afin de délibérer en toute connaissance de cause car la question n'est pas de ne pas vouloir une politique culturelle ni une évolution du conservatoire mais d'avoir des réponses collectives.

Madame Patricia FILIPPI répond que cette réflexion date de plusieurs années lors du précédent mandat et que c'est maintenant la concrétisation.

Elle demande que se passera-t-il en situation d'urgence si le conservatoire doit être fermé.

Madame Christine BOUYER répond qu'elles disent la même chose au final.

Madame Catherine DESPREZ rappelle l'historique du conservatoire en expliquant que c'était un relogement car l'école de musique avait brûlé.

Ainsi, un 1^{er} relogement avait été effectué en répartissant l'école de musique dans les différents locaux disponibles de la ville puis ils ont acquis l'immeuble actuel en faisant tout pour le rendre habitable et l'affecter à l'école de musique mais cela n'est pas adapté.

Monsieur Jean GORIOUX indique que pour la vision globale il renvoie au projet de territoire où tous ces projets sont cités. La prospective financière est effectivement compliquée avec les avaries des financements nationaux.

Il indique que la CdC Aunis Sud ne se trouve pas en dehors des lignes sur les programmes d'investissement.

Concernant le siège social, le service des sports est logé dans un modulaire, l'extension permettrait d'accueillir également le Ram.

Monsieur Walter GARCIA explique que le bâtiment ex- Enilia aura une meilleure destinée en y faisant le conservatoire au lieu de le laisser en friche et indique qu'ils sont tous d'accord pour le déplacer car il faut mieux éviter une fermeture administrative.

Cependant, il ajoute que ce bâtiment est grand et qu'une partie d'une activité peut être transférée comme le Ram, le service culturel, le service enfance-jeunesse ou une partie du siège.

Il termine en indiquant que la CdC Aunis Sud va s'endetter alors qu'en termes de service à la population, l'agrandissement du siège social n'apporte rien. Cela va simplement améliorer les conditions de travail car le bâtiment du siège ne peut pas être subventionné.

Monsieur Christian BRUNIER explique que vu les problèmes d'accessibilité du bâtiment de l'ex-Enilia cela coûterait plus cher de mettre le Ram là-bas plutôt que de construire un bâtiment neuf.

Cependant, il reste des grandes surfaces qui peuvent être utilisées pour des services.

Madame Patricia FILIPPI rappelle que l'aménagement répond bien aux besoins actuels avec une occupation complète de toutes les salles.

Monsieur Christian BRUNIER indique que faire venir les enfants de Ballon à Surgères cela représente une grande distance.

Monsieur Gilles GAY indique que le prix de vente du bâtiment de l'ex-Enilia s'avère une bonne affaire.

Cependant, une partie va être détruite pour une surface au final de 2 300 m² et que le Ram pourrait peut-être être envisagé à cet endroit.

Madame Patricia FILIPPI ajoute que les garages vont être détruits pour avoir accès à l'arrière car l'accès à l'avant est trop dangereux.

Madame Catherine DESPREZ explique que la surface restante est uniquement pour le conservatoire.

Monsieur Walter GARCIA indique qu'il faut acheter le bâtiment mais il ne devra pas servir uniquement au conservatoire mais y adjoindre un autre service.

Madame Marie-Pierre CHOBELET intervient en indiquant qu'elle ne comprend pas ce débat.

En effet, elle explique que ce sujet a été évoqué dans un certain nombre de commissions, qu'une agence a travaillé pendant plus d'un an et demi sur ce projet et que maintenant tout est remis en cause.

Monsieur Younès BIAR demande à **Madame Marie-Pierre CHOBELET** si les réunions du Conseil Communautaire ne servent à rien puisque tout est réglé par le bureau d'étude et lors des commissions.

Madame Marie-France MORANT explique que ce débat apporte des précisions parce que les simples conseillers communautaires ne faisant pas partie de certaines commissions ne sont pas informés et demande si la communauté a la capacité financière de faire ces investissements sans prélever d'impôt supplémentaire.

Monsieur Jean GORIOUX répond que la prospective a été présentée lors de la commission finances où l'ensemble de ces investissements ont été présentés à savoir la salle multisports, le siège social, le projet de Ballon. Ce projet n'est prévu que dans 3 ans car actuellement la CdC n'a pas la capacité financière de l'absorber.

Madame Marie-France MORANT indique qu'elle n'a pas eu connaissance du compte rendu de la commission finances.

Monsieur Younès BIAR indique qu'il serait important de recevoir les comptes rendus des commissions et que cela épargnerait peut-être une perte de temps sur certains points.

Madame Patricia FILIPPI répond que ce projet a été présenté en conseil communautaire et ajoute qu'il y a souvent des absents.

Quant aux commissions, il y a de moins en moins de présents et c'est démoralisant. Elle demande à être soutenue pour finir le mandat.

Monsieur Jean GORIOUX dit que les comptes rendus peuvent être envoyés mais explique que ce sont des documents techniques. Il indique que sans l'explication qui les accompagne cela n'a pas beaucoup d'intérêt.

Monsieur Younès BIAR répond que chacun prendra ses responsabilités de faire des recherches.

Monsieur Jean GORIOUX indique qu'il rejoint **Madame Patricia FILIPPI** dans l'ensemble des éléments d'organisation pour que les élus participent car actuellement les élus sont absents des commissions voire de certains conseils communautaires.

Ces explications entendues, Monsieur le Président demande au Conseil Communautaire de se prononcer sur la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire,

A la majorité absolue, par 37 voix pour et 1 voix contre (Monsieur Younes BIAR)

- Donne acte au rapporteur des explications ci-dessus détaillées,
- Décide d'acheter les anciens bâtiments de l'ENILIA sis à Surgères (17700) Rue Julia et Maurice Marcou, sur les parcelles cadastrées Section AE 578, 579, 621p et 622 (la parcelle AE 621 devant être réduite) au prix de 350 000 €,
- Autorise Monsieur le Président à signer un compromis si nécessaire et l'acte de vente correspondant,
- Dit que l'acte de vente sera signé devant notaire,
- Dit que l'ensemble des frais relatifs à cette acquisition sera à la charge de la Communauté de Communes Aunis Sud,
- Autorise Monsieur le Président à prendre toutes dispositions pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

4. SPORT

4.1 Vac en Sport : Tarifs 2019 – Stages hiver, printemps et été.
(Délibération n°2018-12-05)

Vu l'avis de la Commission Sports le 26 novembre 2018 et les débats du bureau du 04 décembre 2018 concernant le calcul des tarifs des activités Vac en sport 2019,

Monsieur Marc DUCHEZ présente les tarifs appliqués en 2018 et les propositions pour 2019 basées sur un pourcentage d'augmentation en fonction de la tranche de tarification.

Vacances d'hiver 2018 : 2 semaines de fonctionnement – tarif par semaine (5 jours)

- Du lundi 18 février au vendredi 22 février à SURGERES
- Du lundi 25 février au vendredi 1^{ER} mars à AIGREFEUILLE

TARIFS vacances d'hiver		
Tranches de tarification	2018	Propositions 2019
Quotient Familial < 660	35.00 €	37.00 €
Quotient Familial compris entre 660 et 760	42.00 €	45.00 €
Bénéficiaire Allocation de Rentrée Scolaire	55.00 €	59.00 €
Autre (résident communautaire)	69.00 €	74.00 €
Résident hors territoire communautaire	87.00 €	95.00 €

Séjour vacances de Printemps 2019 :

1 semaine de fonctionnement – tarif à la semaine (5 jours) Du lundi 15 avril au vendredi 19 avril

- Le 15 avril à Surgères, puis du 16 avril au 19 avril au centre de plein air à Chambon (16).

TARIFS vacances de Printemps		
Tranches de tarification	2018 Tarif séjour à Chambon (16)	Propositions 2019 à Chambon (16)
Quotient Familial < 660	140.00 €	148.00 €
Quotient Familial compris entre 660 et 760	160.00 €	171.00 €
Bénéficiaire Allocation de Rentrée Scolaire	185.00 €	198.00 €
Autre (résident communautaire)	220.00 €	235.00 €
Résident hors territoire communautaire	260.00 €	283.00 €

Vacances d'été 2019 : 4 semaines de fonctionnement – tarif par semaine (5 jours)

- Du lundi 08 juillet au vendredi 12 juillet (sans nuitée) à Aigrefeuille
- Du lundi 15 juillet au vendredi 19 juillet (avec une nuitée) à Aigrefeuille
- Du lundi 22 juillet au vendredi 26 juillet (avec une nuitée) à Surgères
- Du lundi 29 juillet au vendredi 02 août (sans nuitée) à Surgères

TARIFS vacances d'été			
Tranches de tarification	été 2018	Propositions 2019	
		Sans nuitée	Avec nuitée
Quotient Familial < 660	61/68 €	65.00 €	72.00 €
Quotient Familial entre 660 et 760	68/75 €	73.00 €	80.00 €
Bénéficiaire Allocation rentrée scolaire	80/87€	86.00 €	93.00€
Autre (résident CdC)	91/98€	97.00 €	105.00 €
Résident hors CdC	110/118	120.00 €	129.00 €

La pré-inscription en ligne sera d'abord ouverte aux enfants habitant le territoire de la CdC Aunis Sud pendant les 2 premiers jours puis sera ouverte à tous.

Madame Patricia FILIPPI évoque la possibilité de se rapprocher du CIAS pour permettre aux enfants des familles défavorisées de participer à des séjours.

Monsieur Jean GORIOUX ajoute que la procédure d'inscription nécessiterait de bloquer des places sur internet sans être certain de les combler car les séjours sont à chaque fois complets. C'est un volet technique à solutionner.

Sur autorisation du Président, Monsieur Willy BERTHOME explique qu'un tableau statistique a été établi par tranche et il en ressort que les enfants de la deuxième tranche sont les moins représentés contrairement à la 1^{ère} tranche.

Madame Patricia FILIPPI indique que c'est un souhait de la collectivité de se pencher sur les milieux défavorisés. Ainsi, des mesures seront prises pour que le volet social soit aussi présent dans ce type d'initiative et de projet.

Ces explications entendues, Monsieur le Président demande au Conseil Communautaire de se prononcer sur la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire,

A l'unanimité,

- donne acte au rapporteur des explications ci-dessus détaillées,
- décide des tarifs à appliquer aux familles pour l'activité Vac'en sports 2019 avec la répartition suivante :

Vacances d'hiver 2018 : 2 semaines de fonctionnement – tarif par semaine (5 jours)

- Du lundi 18 février au vendredi 22 février à SURGERES
- Du lundi 25 février au vendredi 1^{ER} mars à AIGREFEUILLE

TARIFS vacances d'hiver	
Tranches de tarification	Propositions 2019
Quotient Familial < 660	37.00 €
Quotient Familial compris entre 660 et 760	45.00 €
Bénéficiaire Allocation de Rentrée Scolaire	59.00 €
Autre (résident communautaire)	74.00 €
Résident hors territoire communautaire	95.00 €

Séjour vacances de Printemps 2019 :

1 semaine de fonctionnement – tarif à la semaine (5 jours) Du lundi 15 avril au vendredi 19 avril

- Le 15 avril à Surgères, puis du 16 avril au 19 avril au centre de plein air à Chambon (16).

TARIFS vacances de Printemps	
Tranches de tarification	Propositions 2019 à Chambon (16)
Quotient Familial < 660	148.00 €
Quotient Familial compris entre 660 et 760	171.00 €
Bénéficiaire Allocation de Rentrée Scolaire	198.00 €
Autre (résident communautaire)	235.00 €
Résident hors territoire communautaire	283.00 €

Vacances d'été 2019 : 4 semaines de fonctionnement – tarif par semaine (5 jours)

- Du lundi 08 juillet au vendredi 12 juillet (sans nuitée) à Aigrefeuille
- Du lundi 15 juillet au vendredi 19 juillet (avec une nuitée) à Aigrefeuille
- Du lundi 22 juillet au vendredi 26 juillet (avec une nuitée) à Surgères
- Du lundi 29 juillet au vendredi 02 août (sans nuitée) à Surgères

TARIFS vacances d'Eté		
Tranches de tarification	Propositions 2019	
	Sans nuitée	Avec nuitée
Quotient Familial < 660	65.00 €	72.00 €
Quotient Familial entre 660 et 760	73.00 €	80.00 €
Bénéficiaire Allocation rentrée scolaire	86.00 €	93.00€
Autre (résident CdC)	97.00 €	105.00 €
Résident hors CdC	120.00 €	129.00 €

- Décide que la pré-inscription en ligne sera d'abord ouverte aux enfants habitant le territoire de la CdC Aunis Sud pendant les 2 premiers jours puis sera ouverte à tous.
- Autorise le Président à prendre toutes dispositions pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

4.2 Vac'en sport – Modification des règlements intérieurs.
(Délibération n°2018-12-06)

Vu les débats de la Commission Sports et du Bureau Communautaire réunis respectivement les 26 novembre 2018 et 04 décembre 2018,

Vu la délibération n°2017-12-19 portant réglementation des conditions d'organisation des stages Vac en sport pour 2018

Monsieur Marc DUCHEZ, Vice-Président, propose de simplifier ou modifier la formulation de certains articles qui réglementent les conditions d'organisation des stages programmés dans le cadre de Vac en sport (hiver, printemps et été).

Les propositions de simplification et modifications communes aux trois périodes d'activités : (HIVER-PRINTEMPS-ETE) sont les suivantes :

- **Article 1** : La formulation concernant l'âge des enfants accueillis (années de naissance et non l'âge de l'enfant au moment de l'inscription)
- **Article 2** : La formulation concernant les périodes et modalités de fonctionnement (Dates, lieux, séjour avec nuitées ou animations à la journée)
- **Article 3** : La mention des régimes particuliers liés aux maladies, aux convictions et confessions
- **Article 6** : Le mode de paiement (Les coupons sports seront acceptés en 2019)
- **Article 7** : La formulation concernant les limites des responsabilités des éducateurs sportifs en début et fin de stage.

Monsieur Marc DUCHEZ propose de valider ces modifications et d'autoriser le Président à signer les dits règlements.

Ces explications entendues, Monsieur le Président demande au Conseil Communautaire de se prononcer sur la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Communautaire,

A l'unanimité,

- Donne acte au rapporteur des explications ci-dessus détaillées,
- Valide les modifications proposées aux règlements intérieurs de Vac en Sport suivantes :
 - o **Article 1** : La formulation concernant l'âge des enfants accueillis (années de naissance et non l'âge de l'enfant au moment de l'inscription)
 - o **Article 2** : La formulation concernant les périodes et modalités de fonctionnement (Dates, lieux, séjour avec nuitées ou animations à la journée)
 - o **Article 3** : La mention des régimes particuliers liés aux maladies, aux convictions et confessions
 - o **Article 6** : Le mode de paiement (Les coupons sports seront acceptés en 2019)
 - o **Article 7** : La formulation concernant les limites des responsabilités des éducateurs sportifs en début et fin de stage.
- Valide les règlements intérieurs des séjours Vac en sport en hiver, au printemps et en été, organisés par la Communauté de Communes Aunis sud ci-annexés, et dont les projets ont été adressés aux membres du Conseil Communautaire à l'appui de la convocation à la réunion de ce jour,
- Autorise le Président à signer les règlements intérieurs des séjours Vac en sport,
- Autorise Monsieur le Président à prendre toutes dispositions pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

4.3 Modification de la délibération de novembre attribuant une subvention à l'Entente Sportive de Surgères, suite à changement de nom du club : Canton Aunisien football club.
(Délibération n°2018-12-07)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Débat d'Orientations Budgétaires en Conseil Communautaire du 27 février 2018,
Vu le vote du budget primitif 2018 adopté par délibération n°2018-03-17 du 20 mars 2018,
Vu la délibération N° 2018-11-18 portant attribution de subventions à plusieurs associations, dont celles accordée dans le cadre de la formation aux bénévoles.
Vu les débats lors du bureau du 04 décembre 2018,

Monsieur Marc DUCHEZ, Vice-président, informe qu'une subvention a été accordée à l'Entente Sportive Football de Surgères à hauteur de 72€ lors du conseil communautaire du 20 novembre 2018.

Monsieur Marc DUCHEZ explique cependant que l'association a changé d'identité lors de son assemblée générale le 15 juin 2018 et a transmis ses nouveaux statuts et un nouveau Relevé d'Identité Bancaire à la Communauté de Communes le 01 juillet dernier.

Le club se nomme aujourd'hui **Canton Aunis Football Club**.

Monsieur Marc DUCHEZ propose de modifier la délibération accordant la subvention afin de prendre en compte ce changement de nom et ainsi de verser à l'association, sur le nouveau compte bancaire ladite subvention.

Ces explications entendues, **Monsieur le Président** demande au Conseil Communautaire de se prononcer sur la présente délibération.

A l'unanimité

- Donne acte au rapporteur des explications ci-dessus détaillées,
- Autorise le versement de la subvention de 72 € accordée à l'Entente Sportive Football de Surgères à la nouvelle entité dénommée **Canton Aunis Football Club**.
- Autorise Monsieur le Président à prendre toutes dispositions pour ce qui concerne le suivi technique, administratif et financier de la présente délibération.

4.4 Signature d'une convention entre l'Education Nationale et l'USEP pour les rencontres sportives inter écoles.
(Délibération n°2018-12-08)

Vu l'avis favorable de la Commission des Sports réunie le 26 novembre 2018,

Vu l'avis du Bureau du 04 décembre 2018,

Vu la délibération n° 2018-03-30 portant signature d'une convention de partenariat pour l'organisation de rencontres sportives scolaires avec l'éducation nationale et l'USEP.

Monsieur Marc DUCHEZ, Vice-président, rappelle que la Communauté de Communes Aunis Sud a en charge, dans le cadre de la compétence politique sportive et équipements sportifs, l'encadrement des séances d'activités physiques et sportives auprès des scolaires et l'organisation, l'encadrement des rencontres sportives scolaires.

Toute rencontre sportive scolaire s'inscrit dans un projet partenarial garantissant la cohérence des enseignements et la continuité des parcours scolaires.

Cette convention a pour objet de préciser les responsabilités réciproques, les rôles des différentes structures impliquées et les modalités de mise en œuvre des rencontres sportives scolaires.

Monsieur Marc DUCHEZ propose le renouvellement de cette convention pour les rencontres sportives scolaires 2019.

Ces explications entendues, Monsieur le Président demande au Conseil Communautaire de se prononcer sur la présente délibération.

Le Conseil Communautaire

A l'unanimité,

- Donne acte au rapporteur des explications ci-dessus détaillées,
- Autorise le Président ou le Vice-Président à signer une convention de partenariat pour l'organisation en 2019 de rencontres sportives scolaires avec l'Education Nationale et l'USEP.
- Autorise Monsieur le Président à prendre toutes dispositions pour ce qui concerne le suivi technique, administratif et financier de la présente délibération.

5. ENFANCE – JEUNESSE – FAMILLE

5.1 Autorisation du Président à signer le Contrat Enfance Jeunesse 2018 – 2021.

(Délibération n°2018-12-09)

Monsieur Christian BRUNIER Vice-Président, rappelle à l'Assemblée que le Projet Educatif Local 2018-2021 de la Communauté de Communes Aunis Sud a fait l'objet de la rédaction d'un dossier qui est le fruit :

- de l'évaluation du précédent P.E.L,
- d'un important travail de concertation engagé depuis juin 2017,
- de la connaissance du territoire, des acteurs locaux et des actions acquises par l'équipe Enfance, Jeunesse, Famille.

Ce projet a été validé pour les quatre années par délibération prise lors du Conseil Communautaire de mai. Cette délibération prévoyait en outre d'autoriser le président à signer les différents contrats afférents.

Monsieur Christian BRUNIER, Vice-Président, informe l'assemblée que cette formulation large des contrats associés au Projet Educatif Local a de tout temps été employée pour ne pas provoquer de décalage entre l'acte délibératif (qui intervient toujours très en amont de la rédaction des contrats concernés) et la signature effective. Ne connaissant pas avec certitude l'intitulé exact de ces contrats, cette formulation large permettait jusqu'à aujourd'hui de ne pas avoir à délibérer à nouveau en cas de changement d'intitulé des dits contrats.

Il semble que désormais cette formulation large ne satisfasse pas les juristes de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales, c'est pourquoi afin d'éviter toute difficulté d'ordre administratif, **Monsieur Christian BRUNIER**, Vice-Président, propose de délibérer en nommant précisément le Contrat qui va lier la Communauté de Communes Aunis Sud et la C.A.F.

Monsieur Christian BRUNIER indique que les communes de Marsais et Saint Georges du Bois sont concernées par ce contrat car elles possèdent des accueils municipaux. Elles doivent ainsi délibérer pour le même contrat.

Madame Christine BOUYER explique qu'elle ne voulait pas ajouter un point complémentaire à son conseil municipal puisque l'ordre du jour était déjà envoyé. Un conseil municipal d'urgence aura lieu le 15 janvier pour ce sujet à condition d'obtenir de plus amples renseignements et rappelle que le Sénat n'encourage en aucun cas à rajouter à l'ordre du jour des points complémentaires.

Madame Marie-Pierre CHOBELET ajoute qu'elle n'a pas délibéré non plus sur ce sujet par manque d'information.

Monsieur Jean GORIOUX indique que ce sujet a été évoqué lors de la commission.

Madame Christine BOUYER ajoute qu'elle ne comprend pas pourquoi les accueils municipaux doivent avoir des contacts directs avec la CAF (Caisse d'Allocation Familiale) et elle indique avoir demandé des explications à Monsieur Philippe FOUCHER.

Monsieur Christian BRUNIER indique que le contrat est communautaire mais que les accueils municipaux doivent aussi délibérer.

Madame Christine BOUYER voudrait savoir si un document va leur être fourni avant le 14 janvier.

Monsieur Christian BRUNIER présente le document en indiquant qu'il y a un module communal concernant les communes de Marsais et de Saint Saturnin du Bois.

Monsieur Younès BIAR demande si en l'absence de document fourni aux communes, la délibération doit être votée.

Monsieur Jean GORIOUX indique que la délibération doit être prise pour la partie communautaire.

Monsieur Christian BRUNIER rappelle que c'est un contrat qui court depuis le 1^{er} janvier 2018 et qu'il faut délibérer en décembre 2018.
Aucune avance n'a été versée, cela le sera en 2019.

Monsieur Emmanuel DEVAUD demande si les SIVOS sont concernés.

Monsieur Christian BRUNIER répond que non pour celui de Ballon-Ciré, car c'est un nouveau SIVOS.

Ces explications entendues, **Monsieur le Président** demande au Conseil Communautaire de se prononcer sur la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire :

A l'unanimité,

- donne acte au rapporteur des explications ci-dessus détaillées,
- **autorise Monsieur le Président à signer le Contrat Enfance Jeunesse Famille avec notre partenaire qu'est la Caisse d'Allocations Familiales de la Charente-Maritime.**
- autorise Monsieur le Président à prendre toutes dispositions pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

5.2 Demande d'avance de subvention.
(Délibération n°2018-12-10)

Monsieur Christian BRUNIER Vice-Président informe les membres du Conseil, que la Commune de Saint Georges du Bois a envoyé un courrier pour une demande d'avance sur subvention 2019 concernant le projet mutualisé "La Ronde des Histoires" dans le cadre du Projet Educatif Local.

Madame Mayder FACIONE, Adjointe au Maire de Saint Georges du Bois et référente de ce projet a exprimé sa difficulté pour la planification de ces animations qui se déroulent habituellement dès le mois de février. En effet, pour l'année 2018, ayant reçu l'attribution de la subvention uniquement en avril, la programmation n'a pu débuter qu'en mai. Elle ajoute également que ce projet attire toujours plus de monde et fait vivre les bibliothèques du réseau.

Monsieur Christian BRUNIER propose d'accorder pour début 2019 de manière anticipée l'équivalent de 25 % de ce qui avait été accordé en 2018 soit :

- 1 000 € à la commune de Saint Georges du Bois sur une subvention de 4 000 €

Monsieur Younès BIAR demande pourquoi l'avance de subvention est de 25%.

Monsieur Jean GORIOUX indique que c'est le maximum autorisé et cela permet à l'association de pouvoir commencer ses actions dès le début d'année.

Monsieur Younès BIAR demande si c'est valable pour toutes les associations.

Monsieur Christian BRUNIER rappelle que d'autres avances de subventions ont été attribuées lors du dernier Conseil Communautaire.

Ces explications entendues, **Monsieur le Président** demande au Conseil Communautaire de se prononcer sur la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire :

A l'unanimité

- donne acte au rapporteur des explications ci-dessus détaillées,
- accepte le versement d'une avance sur subvention 2019 de 1 000 € à la Commune de Saint Georges du Bois,
- rappelle que les montants globaux des subventions seront définis lors d'une prochaine réunion du Conseil Communautaire,
- autorise Monsieur le Président à prendre toutes dispositions, pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

Monsieur Jean GORIOUX profite de cette réunion pour remercier Madame Mayder FACIONE pour son travail sur le territoire.

Madame Mayder FACIONE indique que cela profite à un millier d'enfants pour 4000€ de subvention.

5.3 Modification du règlement des minibus. (Délibération n°2018-12-11)

Vu la délibération n° 2014-04-11 du Conseil Communautaire du 29 avril 2014 fixant les modalités de mise à disposition de certains véhicules.

Vu les évolutions intervenues depuis cette délibération initiale.

Monsieur Christian BRUNIER, Vice-Président informe qu'il semble opportun d'actualiser certains aspects du règlement de mise à disposition des Minibus et notamment de se prononcer sur le niveau de participation financière de la mise à disposition des minibus qui n'a pas été réactualisée depuis 2014 soit un coût de 0,35 € le kilomètre.

Aux regards des dépenses et recettes 2017, on constate que la CdC Aunis Sud a un résultat négatif. Il est important de valoriser le temps agents dans les dépenses. A ce jour 4 agents sont missionnés pour cette mise à disposition soit un total annuel estimé à 316 heures.

Dépenses 2017		Recettes 2017	
Carburant	8 134,70 €	Participation des usagers	20 008,47 €
Assurance et réparation	3 168,86 €		
Amortissement des véhicules	6 167,18 €		
Temps agents	5 704 €		
Total	23 174,74 €	Total	20 008,47 €
Déficit d'activité	-3 166,27 €		

Monsieur Christian BRUNIER, Vice-Président, suggère d'augmenter, à partir du 1^{er} janvier 2019, les tarifs de participation kilométrique à 0,38 € par kilomètre ce qui devrait permettre (à dépenses constantes) de compenser partiellement le déficit de ce service.

Serait donc modifié l'Article 13 : la Participation financière à la mise à disposition

Changement du montant de participation demandée aux utilisateurs en passant de 0,35 € à 0,38 € par kilomètre.

De plus, il propose de modifier les points suivants :

Article 1 : les véhicules concernés

Le véhicule 3940 XL 17 n'étant plus propriété de la Communauté de Communes, il est proposé de le remplacer par le minibus DM 308 PF nouvellement acquis.

Article 11 : La réservation

Il est proposé d'ajouter qu'au moment de la demande, les horaires souhaités de réservation doivent être mentionnés.

Monsieur Younes BIAR demande s'il n'y a pas de problème de vol de carburant car le prix du carburant est inclus dans le prix du kilomètre.

Monsieur Christian BRUNIER indique que c'est facile à vérifier en cas de consommation excessive par rapport aux kilomètres parcourus.

Monsieur Jean GORIOUX indique qu'il fait confiance à l'honnêteté des associations.

Ces explications entendues, **Monsieur le Président** demande au Conseil Communautaire de se prononcer sur la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire :

A l'unanimité,

- donne acte au rapporteur des explications ci-dessus détaillées,
- approuve le nouveau règlement proposé annexé à la présente délibération,
- autorise le Président, les Vice-Présidents en charge du Projet Educatif Local, du Sport ou de la Culture à signer les conventions portant sur la mise à disposition des minibus communautaires,
- autorise Monsieur le Président à prendre toutes dispositions, pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

6. FINANCES

6.1 Budget annexe ZI Fief St Gilles - Décision modificative n°1.
(Délibération n°2018-12-12)

Vu les articles L1612-1 à L1612-20 et L2311-3 à L2343-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à l'adoption et à l'exécution des budgets des collectivités territoriales,

Vu l'instruction M14 modifiée précisant les règles de la comptabilité publique et de présentation du budget et ses modifications à compter du 1^{er} janvier 2007,

Vu la délibération n°2018-02-42 du 27 février 2018 relative à la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire 2018 de la Communauté de Communes AUNIS SUD,

Vu la délibération n°2018-03-17 du 20 mars 2018 approuvant le budget primitif 2018 du Budget Annexe ZI Fief Saint Gilles de la Communauté de Communes AUNIS SUD,

Monsieur Jean GORIOUX, Président, présente à l'assemblée la décision modificative n°1 au budget primitif 2018 du budget annexe ZI Fief Saint Gilles :

Section de fonctionnement :

Recettes :

Suite à la non réalisation d'une vente de terrain inscrite au budget primitif (**130 374 € inscrits au chapitre 70 Produit des services à retirer**) et en l'absence de notification d'une subvention pour les travaux d'extension de la zone (**83 770 € inscrits au chapitre 74 Dotations et Participations à retirer**), les écritures de valorisations de stocks se voient impactées.

Ainsi, le **chapitre 042**, destiné notamment à passer l'écriture de valorisation du stock final, est augmenté de **214 144 €**.

Section d'investissement :

Dépenses :

Le **chapitre 040**, utilisé afin de passer l'écriture de valorisation du stock final en section d'investissement, est également augmenté de **214 144 €**.

Recettes :

L'emprunt d'équilibre, **chapitre 16**, est augmenté de **214 144 €**.

Monsieur Jean GORIOUX indique que le compromis a été signé au mois de novembre, l'opération doit se réaliser au 1^{er} semestre 2019.

Cependant une subvention moins importante est prévue.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire :

A l'unanimité,

- Donne acte au rapporteur des explications entendues,
- Approuve les modifications du budget primitif 2018 du budget annexe ZI Fief Saint Gilles de la Communauté de Communes AUNIS SUD ci-dessous détaillées :

		Section de fonctionnement	Montants		Equilibre section
Chapitre	Fonction	Libellé			
		Dépenses	diminué	augmenté	
		TOTAL	- €	- €	- €
		Recettes	diminué	augmenté	
70	90	Produit des services	130 374,00 €		
74	90	Dotations et participations	83 770,00 €		
042	90	Opérations d'ordre de transfert entre sections		214 144,00 €	
		TOTAL	214 144,00 €	214 144,00 €	- €

		Section d'investissement	Montants		Equilibre section
Chap. / op.	Fonction	Libellé			
		Dépenses	diminué	augmenté	
040	90	Opérations d'ordre de transfert entre sections		214 144,00 €	
		TOTAL	- €	214 144,00 €	214 144,00 €
		Recettes	diminué	augmenté	
16	90	Emprunts et dettes assimilées		214 144,00 €	
		TOTAL	- €	214 144,00 €	214 144,00 €

- autorise Monsieur le Président à prendre toutes dispositions, pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

6.2 Budget annexe ZI de la Métairie - Décision modificative n°1.
(Délibération n°2018-12-13)

Vu les articles L1612-1 à L1612-20 et L2311-3 à L2343-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à l'adoption et à l'exécution des budgets des collectivités territoriales,

Vu l'instruction M14 modifiée précisant les règles de la comptabilité publique et de présentation du budget et ses modifications à compter du 1^{er} janvier 2007,

Vu la délibération n°2018-02-42 du 27 février 2018 relative à la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire 2018 de la Communauté de Communes AUNIS SUD,

Vu la délibération n°2018-03-17 du 20 mars 2018 approuvant le budget primitif 2018 du Budget Annexe ZI de la Métairie de la Communauté de Communes AUNIS SUD,

Monsieur Jean GORIOUX, Président, présente à l'assemblée la décision modificative n°1 au budget primitif 2018 du budget annexe ZI de la Métairie :

Section de fonctionnement :

Recettes :

Suite à la non réalisation d'une vente de terrain inscrite au budget primitif (**65 660 € inscrits au chapitre 70 Produit des services à retirer**), les écritures de valorisations de stocks se voient impactées.

Ainsi, le **chapitre 042**, destiné notamment à passer l'écriture de valorisation du stock final, est augmenté de **65 660 €**.

Section d'investissement :

Dépenses :

Le **chapitre 040**, utilisé afin de passer l'écriture de valorisation du stock final en section d'investissement, est également augmenté de **65 660 €**.

Recettes :

L'emprunt d'équilibre, **chapitre 16**, est augmenté de **65 660 €**.

Monsieur Jean GORIOUX indique que le compromis est signé et le permis de construire a été accordé et que le délai de recours des tiers arrive à son terme.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire :

A l'unanimité,

- Donne acte au rapporteur des explications entendues,
- Approuve les modifications du budget primitif 2018 du budget annexe ZI de la Métairie de la Communauté de Communes AUNIS SUD ci-dessous détaillées :

Chapitre	Fonction	Section de fonctionnement	Montants		Equilibre section
		Libellé			
		Dépenses	diminué	augmenté	
		TOTAL	- €	- €	€ -
		Recettes	diminué	augmenté	
70	90	Produit des services	65 660,00 €		
042	90	Opérations d'ordre de transfert entre sections		65 660,00 €	
		TOTAL	65 660,00 €	65 660,00 €	- €

Chap. / op.	Fonction	Section d'investissement	Montants		Equilibre section
		Libellé			
		Dépenses	diminué	augmenté	
040	90	Opérations d'ordre de transfert entre sections		65 660,00 €	
		TOTAL	- €	65 660,00 €	65 660,00 €
		Recettes	diminué	augmenté	
16	90	Emprunts et dettes assimilées		65 660,00 €	
		TOTAL	- €	65 660,00 €	65 660,00 €

- autorise Monsieur le Président à prendre toutes dispositions, pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

6.3 Budget annexe ZI Le Thou TII - Décision modificative n°1. (Délibération n°2018-12-14)

Vu les articles L1612-1 à L1612-20 et L2311-3 à L2343-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à l'adoption et à l'exécution des budgets des collectivités territoriales,

Vu l'instruction M14 modifiée précisant les règles de la comptabilité publique et de présentation du budget et ses modifications à compter du 1^{er} janvier 2007,

Vu la délibération n°2018-02-42 du 27 février 2018 relative à la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire 2018 de la Communauté de Communes AUNIS SUD,

Vu la délibération n°2018-03-17 du 20 mars 2018 approuvant le budget primitif 2018 du Budget Annexe ZA le Thou Tranche II de la Communauté de Communes AUNIS SUD,

Monsieur Jean GORIOUX, Président, présente à l'assemblée la décision modificative n°1 au budget primitif 2018 du budget annexe ZA Le Thou Tranche II :

Section de fonctionnement :

Recettes :

Suite à la non réalisation d'une vente de terrain inscrite au budget primitif (**50 016 € inscrits au chapitre 70 Produit des services à retirer**), les écritures de valorisations de stocks se voient impactées.

Ainsi, le **chapitre 042**, destiné notamment à passer l'écriture de valorisation du stock final, est augmenté de **50 016 €**.

Section d'investissement :

Dépenses :

Le **chapitre 040**, utilisé afin de passer l'écriture de valorisation du stock final en section d'investissement, est également augmenté de **50 016 €**.

Recettes :

L'emprunt d'équilibre, **chapitre 16**, est augmenté de **50 016 €**.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire :

A l'unanimité,

- Donne acte au rapporteur des explications entendues,

- Approuve les modifications du budget primitif 2018 du budget annexe ZA Le Thou Tranche II de la Communauté de Communes AUNIS SUD ci-dessous détaillées :

Chapitre	Fonction	Section de fonctionnement	Montants		Equilibre section
		Libellé			
		Dépenses	diminué	augmenté	
		TOTAL	- €	- €	- €
		Recettes	diminué	augmenté	
70	90	Produit des services	50 016,00 €		
042	90	Opérations d'ordre de transfert entre sections		50 016,00 €	
		TOTAL	50 016,00 €	50 016,00 €	- €

Chap. / op.	Fonction	Section d'investissement	Montants		Equilibre section
		Libellé			
		Dépenses	diminué	augmenté	
040	90	Opérations d'ordre de transfert entre sections		50 016,00 €	
		TOTAL	- €	50 016,00 €	50 016,00 €
		Recettes	diminué	augmenté	
16	90	Emprunts et dettes assimilées		50 016,00 €	
		TOTAL	- €	50 016,00 €	50 016,00 €

- autorise Monsieur le Président à prendre toutes dispositions, pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

6.4 Budget annexe ZI de Forges - Décision modificative n°1. (Délibération n°2018-12-15)

Vu les articles L1612-1 à L1612-20 et L2311-3 à L2343-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à l'adoption et à l'exécution des budgets des collectivités territoriales,

Vu l'instruction M14 modifiée précisant les règles de la comptabilité publique et de présentation du budget et ses modifications à compter du 1^{er} janvier 2007,

Vu la délibération n°2018-02-42 du 27 février 2018 relative à la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire 2018 de la Communauté de Communes AUNIS SUD,

Vu la délibération n°2018-03-17 du 20 mars 2018 approuvant le budget primitif 2018 du Budget Annexe ZI de Forges de la Communauté de Communes AUNIS SUD,

Monsieur Jean GORIOUX, Président, présente à l'assemblée la décision modificative n°1 au budget primitif 2018 du budget annexe ZI de Forges :

Section de fonctionnement :

Recettes :

Suite à la non réalisation d'une vente de terrain inscrite au budget primitif (**68750 € inscrits au chapitre 70 Produit des services à retirer**), les écritures de valorisations de stocks se voient impactées.

Ainsi, le **chapitre 042**, destiné notamment à passer l'écriture de valorisation du stock final, est augmenté de **68 750 €**.

Section d'investissement :

Dépenses :

Le **chapitre 040**, utilisé afin de passer l'écriture de valorisation du stock final en section d'investissement, est également augmenté de **68 750 €**.

Recettes :

L'emprunt d'équilibre, **chapitre 16**, est augmenté de **68 750 €**.

Sur autorisation du Président, Monsieur Cédric BOIZEAU indique que le projet est ajourné en raison d'un refus bancaire bien que le permis soit obtenu.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire :

A l'unanimité,

- Donne acte au rapporteur des explications entendues,
- Approuve les modifications du budget primitif 2018 du budget annexe ZI de Forges de la Communauté de Communes AUNIS SUD ci-dessous détaillées :

		Section de fonctionnement	Montants		Equilibre section
Chapitre	Fonction	Libellé			
		Dépenses	diminué	augmenté	
		TOTAL	- €	- €	- €
		Recettes	diminué	augmenté	
70	90	Produit des services	68 750,00 €		
042	90	Opérations d'ordre de transfert entre sections		68 750,00 €	
		TOTAL	68 750,00 €	68 750,00 €	- €

		Section d'investissement	Montants		Equilibre section
Chap. / op.	Fonction	Libellé			
		Dépenses	diminué	augmenté	
040	90	Opérations d'ordre de transfert entre sections		68 750,00 €	
		TOTAL	- €	68 750,00 €	68 750,00 €
		Recettes	diminué	augmenté	
16	90	Emprunts et dettes assimilées		68 750,00 €	
		TOTAL	- €	68 750,00 €	68 750,00 €

- autorise Monsieur le Président à prendre toutes dispositions, pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

6.5 Budget annexe Parc d'activités de La Combe - Décision modificative n°1.

(Délibération n°2018-12-16)

Vu les articles L1612-1 à L1612-20 et L2311-3 à L2343-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à l'adoption et à l'exécution des budgets des collectivités territoriales,

Vu l'instruction M14 modifiée précisant les règles de la comptabilité publique et de présentation du budget et ses modifications à compter du 1^{er} janvier 2007,

Vu la délibération n°2018-02-42 du 27 février 2018 relative à la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire 2018 de la Communauté de Communes AUNIS SUD,

Vu la délibération n°2018-03-17 du 20 mars 2018 approuvant le budget primitif 2018 du Budget Annexe Parc d'Activités de La Combe de la Communauté de Communes AUNIS SUD,

Monsieur Jean GORIOUX, Président, présente à l'assemblée la décision modificative n°1 au budget primitif 2018 du budget annexe Parc d'Activités de La Combe :

Section de fonctionnement :

Recettes :

Suite à la non réalisation d'une vente de terrain inscrite au budget primitif (**163 874 € inscrits au chapitre 70 Produit des services à retirer**), les écritures de valorisations de stocks se voient impactées.

Ainsi, le **chapitre 042**, destiné notamment à passer l'écriture de valorisation du stock final, est augmenté de **163 874 €**.

Section d'investissement :

Dépenses :

Le **chapitre 040**, utilisé afin de passer l'écriture de valorisation du stock final en section d'investissement, est également augmenté de **163 874 €**.

Recettes :

L'emprunt d'équilibre, **chapitre 16**, est augmenté de **163 874 €**.

Monsieur Jean GORIOUX indique que les travaux vont commencer mi-janvier, ceci s'explique par l'obtention d'une garantie bancaire qui n'a pas pu être attribuée jusqu'à présent. Il s'agit du projet de méthanisation.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire :

A l'unanimité,

- Donne acte au rapporteur des explications entendues,
- Approuve les modifications du budget primitif 2018 du budget annexe Parc d'Activités de La Combe de la Communauté de Communes AUNIS SUD ci-dessous détaillées :

		Section de fonctionnement	Montants		Equilibre section
Chapitre	Fonction	Libellé			
		Dépenses	diminué	augmenté	
		TOTAL	- €	- €	- €
		Recettes	diminué	augmenté	
70	90	Produit des services	163 874,00 €		
042	90	Opérations d'ordre de transfert entre sections		163 874,00 €	
		TOTAL	163 874,00 €	163 874,00 €	- €

		Section d'investissement	Montants		Equilibre section
Chap. / op.	Fonction	Libellé			
		Dépenses	diminué	augmenté	
040	90	Opérations d'ordre de transfert entre sections		163 874,00 €	
		TOTAL	- €	163 874,00 €	163 874,00 €
		Recettes	diminué	augmenté	
16	90	Emprunts et dettes assimilées		163 874,00 €	
		TOTAL	- €	163 874,00 €	163 874,00 €

- autorise Monsieur le Président à prendre toutes dispositions, pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

6.6 Transfert de l'actif et du passif issus du budget annexe multiservices Croix-Chapeau et règlement du déficit.

(Délibération n°2018-12-17)

Vu l'instruction M14 modifiée précisant les règles de la comptabilité publique et de présentation du budget et ses modifications à compter du 1^{er} janvier 2007,

Vu la délibération du 28 mars 2007 de la Communauté de Communes Plaine d'Aunis décidant la création du budget annexe Multiservices Croix-Chapeau,

Vu l'article 8 de l'arrêté préfectoral n°13-1132 du 30 mai 2013 portant fusion-extension entre la Communauté de Communes de Surgères et la Communauté de Communes Plaine d'Aunis prévoyant le rattachement du BA Multiservices de Croix-Chapeau à la Communauté de Communes AUNIS SUD,

Vu la délibération n°2015-010-07 du 14 avril 2015 portant dissolution du budget annexe Multiservices Croix-Chapeau,

Considérant que l'objet du Budget Annexe Multiservices Croix-Chapeau était de porter la construction d'un bâtiment à usage de commerce, ce qui n'est pas une compétence de la Communauté de Communes, sur la commune de Croix-Chapeau, commune ne faisant pas partie du territoire de la CdC Aunis Sud,

Considérant que depuis la clôture du budget annexe, l'actif et le passif liés à l'immeuble de Croix-Chapeau sont toujours inscrits au bilan de la CdC AUNIS SUD et qu'il convient donc de les transférer à la commune de Croix-Chapeau,

Considérant que ce budget présentait, lors de sa dissolution, un résultat de la section de fonctionnement nul, et un déficit de la section d'investissement de 56 438,09€, et que la commune de Croix-Chapeau propose d'assumer une partie de ce déficit pour un montant total de 37 938,09 €.

Monsieur Jean GORIOUX, Président, propose de solder le transfert de l'actif et du passif liés à ce budget annexe Multiservices Croix-Chapeau selon les modalités suivantes :

- La commune de Croix-Chapeau versera à la CdC AUNIS SUD la somme de 37 938,09 € au titre de participation au déficit constaté à la clôture de ce budget annexe, et ce en 3 échéances, à savoir 17 938,09 € en 2018, 10 000,00 € en 2019 et 10 000,00 € en 2020.
- L'intégralité de l'actif et du passif issus de cet ancien budget annexe sera transférée à la commune de Croix-Chapeau pour un total d'actif et de passif de 119 623,40€ correspondant à l'actif aux travaux du bâtiment et au passif aux subventions reçues et à l'excédent de fonctionnement capitalisé.

Ces explications entendues, **Monsieur le Président** demande au Conseil Communautaire de se prononcer sur la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire :

A la majorité absolue, par 35 voix pour, 0 voix contre et 3 abstentions (MM. Walter GARCIA, Christine JUIN et Christine BOUYER),

- Donne acte au rapporteur des explications entendues,
- Approuve le transfert de l'actif et du passif issus de l'ancien budget annexe Multiservices Croix-Chapeau selon les modalités suivantes :
 - La commune de Croix-Chapeau versera à la CdC AUNIS SUD la somme de 37 938,09 € au titre de participation au déficit constaté à la clôture de ce budget annexe, et ce en 3 échéances, à savoir 17 938,09 € en 2018, 10 000,00 € en 2019 et 10 000,00 € en 2020.
 - L'intégralité de l'actif et du passif issus de cet ancien budget annexe sera transférée à la commune de Croix-Chapeau pour un total d'actif et de passif de 119 623,40€ correspondant à l'actif aux travaux du bâtiment et au passif aux subventions reçues et à l'excédent de fonctionnement capitalisé.

- autorise Monsieur le Président à prendre toutes dispositions, pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

6.7 Dépenses imputables au compte 6232 Fêtes et cérémonies.
(Délibération n°2018-12-18)

Vu l'instruction budgétaire M14,

Considérant que depuis l'arrêt de Conseil d'Etat n°369696 du 4 mai 2015 ayant placé en débet un comptable public n'ayant pas vérifié la nature des dépenses imputées au compte 6232, les comptables publics peuvent demander aux collectivités territoriales une délibération de principe justifiant l'engagement de telle catégorie de dépenses à cette imputation,

Monsieur Jean GORIOUX, Président, propose, afin de justifier de l'inscription de telle ou telle dépense à l'article 6232 Fêtes et cérémonies, de détailler la liste des dépenses imputables à ce compte :

- D'une manière générale, l'ensemble des biens, services, objets et denrées divers ayant trait aux fêtes, cérémonies, manifestations culturelles/touristiques et sportives
- Les fleurs, bouquets, gravures, médailles et coupes et autres présents offerts à l'occasion de divers évènements et notamment lors de décès, naissances, départ en retraite, départ, fêtes de fin d'année, récompenses sportives, culturelles ou lors de réceptions officielles.
- Le règlement des factures de sociétés et troupes de spectacles et autres frais liés à leurs prestations ou contrats
- Les cotisations pour les orchestres artistes ou musiciens (SACEM, GUSO, SPRE, URSSAF ...)

Sur autorisation du Président, Monsieur Eric ARSICAUD indique que la Chambre Régionale des comptes a émis une recommandation de délibérer pour le compte 6232 suite à un incident.

Il indique que le comptable public ne vérifie pas la véracité des dépenses à partir du moment où la délibération prise les prévoit.

Ces explications entendues, **Monsieur le Président** demande au Conseil Communautaire de se prononcer sur la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire :

A l'unanimité,

- Donne acte au rapporteur des explications entendues,
- Décide l'affectation des dépenses suivantes à l'article 6232 Fêtes et cérémonies :
 - D'une manière générale, l'ensemble des biens, services, objets et denrées divers ayant trait aux fêtes, cérémonies, manifestations culturelles/touristiques et sportives
 - Les fleurs, bouquets, gravures, médailles et coupes et autres présents offerts à l'occasion de divers évènements et notamment lors de décès, naissances, départ en retraite, départ, fêtes de fin d'année, récompenses sportives, culturelles ou lors de réceptions officielles.
 - Le règlement des factures de sociétés et troupes de spectacles et autres frais liés à leurs prestations ou contrats
 - Les cotisations pour les orchestres artistes ou musiciens (SACEM, GUSO, SPRE, URSSAF ...)
- Autorise Monsieur le Président à prendre toutes dispositions, pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

7. COMMUNICATION

7.1 Commission extracommunautaire Communication – désignation d'un membre. (Délibération n°2018-12-19)

Vu les délibérations n°s 2014-05-01, 2014-10-05, 2015-06-06, et 2016-04-04 des Conseils Communautaires des 15 mai 2014, 21 octobre 2014, 23 juin 2015, et 19 avril 2016 portant création et désignation des membres de la Commission Extracommunautaire Communication,

Considérant le décès de Madame Christiane PORTMANN (Le Thou) et la candidature de Madame Catherine LEGROS pour la remplacer,

Vu le courrier électronique du 12 novembre 2018 par lequel Madame Christine BOUYER propose le remplacement de Madame Stéphanie JAMET par Madame Marie-Michèle PISANI en qualité de membre de la Commission Extracommunautaire Communication,

Considérant qu'il convient de désigner un membre auprès de la Commission Extracommunautaire Communication, en lieu et place de Madame Stéphanie JAMET,

Considérant que si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le Président.

Madame Marie-Pierre CHOBELET, Vice-Présidente, informe l'Assemblée des candidatures de **Madame Marie-Michèle PISANI (Marsais) et de Madame Catherine LEGROS (Le Thou)**.

Madame Christine BOUYER explique que la personne qui participait à la commission communication reste au conseil municipal par solidarité mais n'habite plus la commune de Marsais.

Ainsi, elle a préféré que soit nommé un membre qui sera présent de façon plus aisée.

Madame Christine BOUYER indique à **Mme Patricia FILIPPI** que dans certains cas, il faut faire des changements dans les commissions car les gens sont moins disponibles.

Aucune autre candidature n'étant déposée, **Monsieur Jean GORIOUX**, Président, donne lecture du membre ainsi élu à la Commission Extracommunautaire Communication en application de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- **Madame Marie-Michèle PISANI.**
- **Madame Catherine LEGROS.**

Monsieur Jean GORIOUX, Président rappelle la composition de la Commission Extracommunautaire Communication :

- **Madame Marie-Pierre CHOBELET**, Vice-Présidente,
- Madame Lydia **BERETTI** (La Devise)
- Madame Marie-Joëlle **LOZAC'H-SALAÛN** (Surgères)
- Monsieur Joël **DULPHY** (St Georges du Bois)
- Monsieur Jean-Michel **SOUSSIN** (Genouillé)
- Monsieur François **GIRARD** (Chambon)
- **Madame Catherine LEGROS (Le Thou)**
- Madame Anne-Marie **LE HUEROU-KERIZEL** (Saint-Pierre-la-Noue)
- **Madame Marie-Michèle PISANI (Marsais)**
- Monsieur Yann **GAY** (Anais)
- Madame Christelle **GABORIT** (Breuil la Réorte)
- Madame Isabelle **PHILIPPO-HEDAN** (Ciré d'Aunis)
- Madame Anne-Sophie **DESCAMPS** (Aigrefeuille d'Aunis)
- Monsieur Emmanuel **DEVAUD** (Ballon)
- Monsieur Jacques **DUTEURTRE** (Ardillières)
- Monsieur Sylvain **RANCIEN** (Surgères)
- Monsieur Philippe **BARITEAU** (Forges)

- autorise Monsieur le Président à prendre toutes dispositions pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

Madame Annie SOIVE explique qu'elle n'a pas connaissance des dates des réunions de commissions.

Ainsi, elle souhaiterait être destinataire à la mairie, en copie, des convocations aux réunions des commissions.

Monsieur Jean GORIOUX indique que cela sera fait.

8. DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

8.1 Requalification du site industriel Surfilm à Surgères – Proposition de cession du bâtiment communautaire « ex ATIS » à l'un des deux locataires.

(Délibération n°2018-12-20)

Vu la délibération N°2018-03-35 en date du 20 mars 2018 approuvant la signature de la convention opérationnelle de stratégie foncière pour la requalification du site industriel Surfilm à Surgères avec l'Etablissement Public Foncier de Nouvelle-Aquitaine (E.P.F.N-A.),

Vu la signature de ladite convention opérationnelle N°CP 17-18-005 en date du 16 mai 2018, qui a pour objet de définir les engagements des deux signataires et pour ce qui concerne l'E.P.F.N-A. de lui confier entre autres la mission de conduire des études foncières, d'acquisition, de déconstruction/dépollution et de revente des biens acquis,

Vu l'avancement du déroulement des missions confiées à l'E.P.F.N-A. par la réalisation des diagnostics et études ainsi que leurs rendus, et la possibilité d'engager prochainement les négociations amiables avec l'actuel propriétaire du site,

Considérant que sur le site Surfilm héberge actuellement deux structures locataires, à savoir l'entreprise Moryce Création (marbrerie), et l'antenne locale du secours catholique,

Considérant que le règlement d'intervention de l'E.P.F.N-A. annexé à la convention opérationnelle prévoit à l'article « 6.1.a » la gestion des locations et la libération des biens en partenariat avec la collectivité signataire, ceci en tenant compte des droits des locataires et du calendrier de réalisation de l'opération,

Considérant que dès la signature de la convention opérationnelle avec l'E.P.F.N-A. la Communauté de Communes s'est rapprochée des locataires afin de pouvoir anticiper les conditions et les modalités de leur relogement,

Considérant que pour l'entreprise Moryce Création qui a manifesté le souhait de rester installée sur la commune de Surgères, un bâtiment d'une surface d'environ 200 à 300 m² avec un terrain constitue une base nécessaire pour envisager son déménagement,

Madame Catherine DESPREZ, 1^{ère} Vice-présidente, informe les membres du Conseil que dans le cadre des discussions entretenues avec Monsieur François COURAUD, représentant l'entreprise Moryce Création, la vente ou la location du bâtiment communautaire « ATIS - Atlantique Tapis Inox Service » a été évoquée.

Elle précise que ce bâtiment, qui sert de local de stockage et d'atelier technique, d'une surface d'environ 270 m² implanté sur un terrain d'une superficie de 3 810 m², a été acquis en deux temps, en 2012 puis 2015, par la Communauté de Communes pour un montant total d'investissement d'environ 108 000,00 €,

Elle ajoute que l'estimation du service local des Domaines établie en date du 9 novembre 2018 et reçue le même jour, dont la durée de validité est de deux ans, fixe la valeur vénale des parcelles cadastrées section AS N°373, 374 et 319 pour 3 810 m² de superficie foncière sur lesquelles est édifié un bâtiment d'une surface d'environ 270 m², sis sur le parc d'activités économiques Ouest à Surgères, situés en secteur Ux au PLU, à 98 500,00 €, estimation sollicitée conformément aux dispositions de la loi n° 95-127 du 8 février 1995, notamment codifiée aux articles L 311-1 et L 311-8-I du Code des Communes,

Enfin, elle informe l'assemblée que l'acquisition de la parcelle cadastrée section AS N°374 qui accueille le bâtiment, et pour laquelle l'acte notarié a été signé en date du 10 avril 2012 suivi d'un mandatement en date du 24 juillet 2012, avait fait l'objet d'une décision de préemption N°2012-04 en date du 27 janvier 2012.

A ce titre, au regard des articles L. 213-11, L. 210-1 et L. 300-1 du Code de l'urbanisme, la Communauté de Communes, passé un délai de 5 ans, est libre :

- de revendre le bien préempté sans avoir à en informer ni le vendeur d'alors, ni l'acquéreur évincé,
- d'en modifier la destination dans la limite des objets de l'article L. 210-1, qui renvoie à l'article L. 300-1, parmi lesquels figure notamment l'objectif « d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques »,

En guise de conclusion, Madame Catherine DESPREZ fait part aux membres du Conseil qu'après avoir vérifié la faisabilité juridique d'une location et/ou cession du bien incluant un changement de destination, des négociations ont été conduites avec Monsieur François COURAUD pour aboutir à un accord de principe pour l'acquisition des parcelles cadastrées section AS N°373, 374 et 319 au prix de 100 000,00 € net vendeur,

Vu l'avis favorable du Bureau en date du 4 décembre 2018,

Madame Catherine DESPREZ, 1^{ère} Vice-présidente, propose la vente du bien cadastré section AS N°373, 374 et 319 pour 3 810 m² de superficie foncière sur lesquelles et édifié un bâtiment d'une surface d'environ 270 m², sis sur le parc d'activités économiques Ouest à Surgères, situés en secteur Ux au PLU, à Monsieur François COURAUD, ou avec toute société de crédit-bail de son choix, ou avec toute autre personne morale représentée Monsieur François COURAUD, au prix de 100 000,00 € net vendeur,

Elle précise que cette vente se traduira par la signature d'un avant contrat de vente et/ou d'un contrat de vente. Si un avant contrat de vente est nécessaire il précisera notamment la date butoir pour la signature du contrat de vente du bien après la levée des éventuelles clauses suspensives,

Monsieur Younès BIAR indique qu'heureusement que le chef d'entreprises installé sur Surfilm a les moyens d'acheter car il nous enlève « une épine du pied ».

Madame Catherine DESPREZ explique qu'une location avait été envisagée dans le cas contraire.

Monsieur Younès BIAR demande où en est le projet d'acquisition du bien et du relogement du secours catholique.

Madame Catherine DESPREZ répond que l'achat du bien est en cours de négociation avec l'aide de l'EPFN-A (Etablissement Public Foncier de Nouvelle-Aquitaine) et que les diagnostics concernant la présence éventuelle de polluants (ex : amiante, plomb ...) ont été réalisés récemment.

Monsieur Jean GORIOUX indique que les élus ont rencontré le secours catholique récemment et qu'ils sont actifs pour prospecter des locaux. Ainsi, un point a été fait sur leur capacité financière pour payer un loyer et sur leur besoin en termes de surface.

Quant au dossier Surfilm, **Monsieur Jean GORIOUX** explique qu'il faut que cela passe par une acquisition et à partir de ce moment-là, la CdC Aunis Sud aura 4 ans pour récupérer le bien.

Monsieur Younès BIAR ajoute concernant le secours catholique, que la difficulté c'est leur capacité à payer un loyer.

Sur autorisation du Président, Monsieur Cédric BOIZEAU explique que l'EPFN-A est en cours de démarchage auprès du propriétaire du bâtiment Surfilm pour commencer la phase de négociation amiable après avoir effectué les études préliminaires de diagnostics et leur analyse.

Une estimation vénale a également été effectuée par un expert immobilier indépendant afin d'obtenir des éléments à avancer auprès du propriétaire.

Ces explications entendues, Monsieur le Président demande au Conseil Communautaire de se prononcer sur la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire,

A l'unanimité,

- Donne acte au rapporteur des explications ci-dessus détaillées,
- Approuve le changement de destination de ce bien afin que ce dernier permette à la Communauté de Communes d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, conformément aux articles L. 210-1 et L. 300-1 du Code de l'urbanisme,
- Approuve la cession du bien cadastré section AS N°373, 374 et 319, sis sur le parc d'activités économiques Ouest à Surgères,
- Autorise Monsieur le Président à signer un avant contrat de vente et/ou un contrat de vente avec Monsieur François COURAUD, ou avec toute société crédit-bail de son choix, ou avec toute autre personne morale représentée par Monsieur François COURAUD, pour un bien cadastré section AS N°373, 374 et 319, sis sur le parc d'activités économiques Ouest à Surgères, au prix de 100 000,00 € net vendeur,
- Dit que si un avant contrat de vente est nécessaire il sera signé devant notaire, et qu'il déterminera notamment la date butoir pour la signature du contrat de vente du terrain après la levée des éventuelles clauses suspensives,
- Dit que le contrat de vente sera signé devant notaire,
- Joint à la présente délibération l'estimation du service local des Domaines,
- Dit que l'ensemble des frais sera à la charge de l'acquéreur,
- Autorise Monsieur le Président ou Madame la 1^{ère} Vice-présidente en charge du Développement Economique à prendre toutes dispositions pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

9. AMÉNAGEMENT

9.1 Parc d'activités économique de la Combe à Surgères – Demande de subvention au titre de la D.E.T.R. et de la D.S.I.L. pour 2019. Retiré

Monsieur Jean GORIOUX indique que ce point est retiré de l'ordre du jour.

9.2 Droit de préemption urbain – Déclaration d'Intention d'Aliéner 18U0016.
(Délibération n°2018-12-21)

Vu la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise à jour des principes d'aménagement, modifiée par les Lois n°86-841 et n° 86-1290 des 17 juillet 1986 et 23 décembre 1986, traitant notamment de la réforme des instruments fonciers,

Vu le décret n° 86-516 du 14 mars 1986 relatif notamment au Droit de Préemption Urbain modifié par le décret n° 87-284 du 22 avril 1987,

Vu les statuts de la Communauté de Communes Aunis Sud, publiés par arrêté préfectoral n° 16-2237 DRCTE-BCL du 22 décembre 2016, et comportant notamment sous le chapitre Aménagement de l'Espace : « Etude, élaboration, révisions, modifications et suivi d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »,

Vu l'article L211-2 du Code de l'urbanisme prévoyant que cette compétence entraîne de plein droit l'exercice du droit de préemption urbain,

Vu la délibération n° 2014-04-06 du Conseil Communautaire du 29 avril 2014 portant délégations au Président notamment pour exercer le droit de préemption urbain défini dans le Code de l'urbanisme pour toutes les transactions inférieures à 200 000 €, après étude des dossiers par la Commission en charge de l'Aménagement,

Vu la Déclaration d'Intention d'Aliéner 18U0016, reçue le 7 novembre 2018 à la Communauté de Communes Aunis Sud, de Maître Pascal CASSOU de SAINT MATHURIN, notaire à LA JARRIE, concernant un bien d'une superficie totale de 3 ha 55 a 21 ca, sis 29 avenue de la Gare à AIGREFEUILLE D'AUNIS (17290), cadastré section AK n° 47, 48, 49, 50p, 51, 52p, 232, et section V n° 636, 637 et 639, portant des bâtiments à usage professionnel,

Vu l'avis de la Commission Aménagement qui propose de ne pas exercer le droit de préemption, la Communauté de Communes Aunis Sud n'ayant pas de projet sur ce site,

Considérant que le prix de vente de ce bien est supérieur à 200 000 €,

Monsieur Raymond DESILLE, Vice-Président, propose au Conseil Communautaire de suivre l'avis des élus de la Commission Aménagement et de ne pas exercer le droit de préemption urbain sur ce bien.

Ces explications entendues, **Monsieur le Président** demande au Conseil Communautaire de se prononcer sur la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire,

A l'unanimité,

- donne acte au rapporteur des explications ci-dessus détaillées,
- décide de renoncer à l'exercice de son droit de préemption urbain sur le bien d'une superficie totale de 3 ha 55 a 21 ca, sis 29 avenue de la Gare à AIGREFEUILLE D'AUNIS (17290), cadastré section AK n° 47, 48, 49, 50p, 51, 52p, 232, et section V n° 636, 637 et 639,
- autorise Monsieur le Président à prendre toutes dispositions pour ce qui concerne le suivi administratif et technique de la présente délibération.

10. URBANISME

10.1 Approbation de la procédure de modification n°5 du PLU de Surgères.

(Délibération n°2018-12-22)

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.153-36 et suivants ;

Vu la délibération en date du 5 septembre 2007 ayant approuvé la révision générale du Plan d'Occupation des Sols en Plan Local d'Urbanisme de Surgères,

Vu la délibération en date du 27 mars 2008 ayant approuvé la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de Surgères,

Vu la délibération en date du 21 avril 2010 ayant approuvé la modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de Surgères,

Vu les délibérations en date du 30 mars 2011 ayant approuvé les Révisions Simplifiées n° 1 et 3 la modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de Surgères,

Vu la délibération en date du 20 novembre 2013 ayant approuvé la modification n° 4 du Plan Local d'Urbanisme Surgères,

Vu la délibération en date du 17 septembre 2014 ayant approuvé la modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de Surgères,

Vu la délibération n°2015-06-03 du Conseil Communautaire du 23 juin 2015, adoptant la modification de ses statuts de la Communauté de Communes ;

Vu l'arrêté préfectoral n°15-3077-DRCTE-BCL du 16/11/2015, portant modification des statuts de la Communauté de Communes Aunis Sud ;

Vu la délibération en date du 13 janvier 2016 de la commune de Surgères sollicitant la mise en œuvre d'une procédure de modification n° 5 de son PLU ;

Vu l'arrêté n°2018-A-14 en date du 17 juillet 2018 du Président de la Communauté de Communes Aunis Sud portant organisation de l'enquête publique dans le cadre de la modification n°5 du de PLU de la Commune de Surgères ;

Vu les avis des Personnes Publiques Associées sur le projet de modification n°5 du PLU de Surgères ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ;

Considérant que les 20 points de la procédure de modification n° 5 ont été répartis sans aucun changement en trois procédures :

- Une déclaration de projet (article L.300-6 du Code de l'urbanisme) pour la construction d'une résidence seniors sur le site Sergent PROLAC
- **Une modification n°5 pour l'ouverture à l'urbanisation des parcelles cadastrées section ZR 21 pour partie et ZR 22 pour partie, ZR 123 et ZR 186, sis au lieu-dit « Fief Barrabin » en les classant en zone AUc « SECTEUR destiné aux activités commerciales ».**
- Une modification simplifiée n°2 pour le reste des points.

Considérant le courrier de notification de la modification n°5 du PLU de Surgères, transmis le 16 juillet 2018 aux personnes publiques associées

Considérant que le projet de modification n°5 du PLU tel qu'il est présenté au Conseil Communautaire est prêt à être approuvé ;

Monsieur Raymond DESILLE, Vice-Président, rappelle que la procédure de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme de Surgères engagée par le Président de la Communauté de Communes Aunis Sud, a pour objectif :

L'ouverture à l'urbanisation des parcelles cadastrées section ZR 21 pour partie et ZR 22 pour partie, ZR 123 et ZR 186, sis au lieu-dit « Fief Barrabin » en les classant en zone AUc « SECTEUR destiné aux activités commerciales ».

Monsieur Raymond DESILLE, Vice-Président indique que l'enquête publique s'est déroulée du 04 septembre au 9 octobre 2018 à la Communauté de Communes Aunis Sud et à la Mairie de Surgères. Elle a respecté toutes les dispositions réglementaires en vigueur. Des observations ont été émises par la population. Trois qui se situent en dehors de la zone soumise à enquête et 10 déposées par les habitants proches de la future zone commerciale qui craignent de subir des nuisances (bruits et circulation).

Toutefois le commissaire enquêteur précise que ces observations ne sont pas de nature à remettre en cause le projet de la zone commerciale de la Perche et conclue à un avis Favorable avec la réserve suivante : S'assurer de la légalité du Document d'Aménagement Commercial intégré au SCoT du Pays d'Aunis pour la gestion des zones commerciales. Sachant qu'aucun élément juridique n'est en mesure aujourd'hui de remettre en cause la légalité du Document d'Aménagement Commercial.

Il convient, maintenant d'approuver la modification n°5 du PLU de Surgères pour sa mise en vigueur.

Monsieur Raymond DESILLE précise également que conformément aux articles R153-20 et R153-21 du code de l'urbanisme la présente délibération fera l'objet d'un affichage durant un mois au siège de la Communauté de Communes Aunis Sud et à la mairie de Surgères. Mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département. Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs.

La présente délibération sera exécutoire dès sa transmission au Préfet de Charente-Maritime et accomplissement des mesures de publicité précitées.

Le dossier de la modification n°5 sera tenu à la disposition du public, en Préfecture, au siège de la CdC Aunis Sud et à la Mairie de Surgères.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

A la majorité absolue, par 37 voix pour et 1 voix contre (Mr François GIRARD),

- Donne acte au rapporteur des explications ci-dessus détaillées,

- Décide d'approuver telle qu'elle est annexée à la présente délibération la modification n°5 de la Commune de Surgères
- Dit que tous les administrés seront informés de cette disposition par l'affichage d'un avis au siège de la Communauté de Communes Aunis Sud et en mairie de Surgères ainsi que par voie de presse
- Autorise Monsieur le Président à signer toute pièce relative à ce dossier et à prendre toutes dispositions pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la délibération.

10.2 Approbation de la procédure de modification simplifiée n°2 du PLU de Surgères.
(Délibération n°2018-12-23)

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.153-36 et suivants ;
Vu la délibération en date du 5 septembre 2007 ayant approuvé la révision générale du Plan d'Occupation des Sols en Plan Local d'Urbanisme de Surgères,
Vu la délibération en date du 27 mars 2008 ayant approuvé la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de Surgères,
Vu la délibération en date du 21 avril 2010 ayant approuvé la modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de Surgères,
Vu les délibérations en date du 30 mars 2011 ayant approuvé les Révisions Simplifiées n° 1 et 3 la modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de Surgères,
Vu la délibération en date du 20 novembre 2013 ayant approuvé la modification n° 4 du Plan Local d'Urbanisme Surgères,
Vu la délibération en date du 17 septembre 2014 ayant approuvé la modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de Surgères,
Vu la délibération n°2015-06-03 du Conseil Communautaire du 23 juin 2015, adoptant la modification de ses statuts de la Communauté de Communes ;
Vu l'arrêté préfectoral n°15-3077-DRCTE-BCL du 16/11/2015, portant modification des statuts de la Communauté de Communes Aunis Sud ;
Vu la délibération en date du 13 janvier 2016 de la commune de Surgères sollicitant la mise en œuvre d'une procédure de modification n° 5 de son PLU ;

Considérant que les 20 points de la procédure de modification n° 5 ont été répartis sans aucun changement en trois procédures :

- Une déclaration de projet (article L.300-6 du Code de l'urbanisme) pour la construction d'une résidence seniors sur le site Sergent PROLAC
- Une modification n°5 pour l'ouverture à l'urbanisation des parcelles cadastrées section ZR 21 pour partie et ZR 22 pour partie, ZR 123 et ZR 186, sis au lieu-dit « Fief Barrabin » en les classant en zone AUc « SECTEUR destiné aux activités commerciales ».
- **Une modification simplifiée n°2 pour le reste des points.**

Considérant le courrier de notification de la modification simplifiée n°2 du PLU de Surgères, transmis le 16 juillet 2018 aux personnes publiques associées,

Considérant que la mise à disposition du public du dossier qui s'est déroulée du 04/09/2018 au 09/10/2018 inclus n'a fait l'objet d'aucune observation,

Considérant que la modification simplifiée n°2 du PLU de Surgères est prête à être approuvée,

Monsieur Raymond DESILLE, Vice-Président, rappelle que la procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Surgères engagée par le Président de la Communauté de Communes Aunis Sud, a pour objectifs :

1. Supprimer la marge de recul de 35 m à partir de l'axe de la R.D. n° 939 le long de la RD 939 dans sa partie sud sud-est à partir de l'entrée de l'agglomération et jusqu'à la limite d'urbanisation.

2. Augmenter la surface de l'emplacement réservé n°20 à proximité des jardins familiaux sis avenue Saint-Pierre au lieu-dit « le Bourg Sud ».
3. Modifier l'emplacement réservé n°15 de manière à créer une liaison douce entre la rue de la Grève et la route de Rochefort au-dessus d'une conduite d'eau usée communale
4. Créer un nouvel emplacement réservé n°16 en vue de créer un sentier pédestre le long de la Gères.
5. Etendre la servitude INT1 « Servitude au voisinage des cimetières » aux terrains cadastrés AN 566 sis au lieu-dit « Le Pérot », et AN 699 sis 30 Rue Albert Camus jouxtant le cimetière Saint-Pierre.
6. Modifier le règlement de la zone Ue « SECTEUR D'ÉQUIPEMENTS PUBLICS ET D'INTÉRÊT COLLECTIF, À VOCATION SOCIALE, CULTURELLE, CULTUELLE, SPORTIVE ET D'ENSEIGNEMENT » en créant un sous-secteur ayant pour indice « i » pour « EN ZONE INONDABLE »
7. Classer les parcelles cadastrées AC 399 SIS 1, rue Hélène de Fonsèque, correspondant à l'école maternelle Charles Perrault, AC 9, AC 280p, AC 281p, AC 18, AC 19p et 20 pour partie sis au lieu-dit « le château », AC 400p, AC 374p, donnant rue Hélène de Fonsèque, actuellement classés pour partie en zone UD « secteur de grandes propriétés et de parcs » en zone UE « secteur d'équipements publics et d'intérêt collectif, à vocation sociale, culturelle, cultuelle, sportive et d'enseignement », du plu ainsi que les terrains cadastrés AC 400 pour partie, AC 374 pour partie, AC 19p et 20 pour partie, AC 228, AC 280p, AC 281p, A 282, AC 284, AC 285, AC 367 à AC 369, AC 353, AC 354, AC 481 et AC 482 actuellement classés en zone UDI « secteur de grandes propriétés en zone inondable » en zone UEI « secteur d'équipements publics et d'intérêt collectif, à vocation sociale, culturelle, cultuelle, sportive et d'enseignement, en zone inondable » du PLU.
8. Modifier l'article NI 2 « OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOLS SOUMISES À CONDITIONS » de la zone NI/Nli « SECTEUR D'ÉQUIPEMENTS DE LOISIRS DE PLEIN AIR » du PLU de manière à permettre le changement de destination de la maison d'habitation dite "maison VRET" cadastrée AC 480 et AC 256 sise 8, avenue Saint-Pierre.
9. Créer un nouvel emplacement réservé n°14 bis de manière à mettre à la charge de la CdC Aunis Sud l'aménagement de la bande à planter le long de la RD 911 bis, au droit des parcelles ZR 123 et ZR 186.
10. Modifier l'emplacement réservé n°14 de manière à en diminuer la superficie pour le rendre cohérent avec l'emplacement réservé n°14 bis.
11. Diminuer la marge de recul existante à partir de 35 m de l'axe de la R.D. n° 911 bis à l'emprise de l'emplacement réservé ER n° 14 bis le long des parcelles ZR 123, ZR 186 et ZR 250.
12. Modifier la pièce n° 4 du P.L.U. « Orientations d'Aménagement » pour préciser les grands principes d'aménagement de la zone ouverte à l'urbanisation.
13. Créer un nouvel emplacement réservé n°24 de manière à aménager l'emprise du terrain au-dessus de 2 conduites d'eaux pluviales communales existantes permettant leur entretien sur les parcelles ZR 20 et ZR 21.
14. Supprimer l'emplacement réservé n°1 pour permettre l'aménagement d'un contournement nord entre la Rue du Beurre (RD 939bis) et la Rue Olivier Brillouet (RD 911).
15. Créer un nouvel emplacement réservé n°1 pour permettre l'aménagement d'un contournement nord entre la Rue du Beurre (RD 939bis) et la Rue Olivier Brillouet (RD 911).
16. Supprimer l'emplacement réservé n°10 rendu caduc car le Département prévoit un renforcement du tourne à gauche en lieu et place de l'aménagement d'un giratoire.

Monsieur Raymond DESILLE, Vice-Président indique que la mise à disposition du public du dossier de la modification simplifiée n°2 de Surgères étant achevée et qu'aucune observation n'a été déposée, il convient, maintenant d'approuver la modification simplifiée n°2 du PLU de Surgères pour sa mise en vigueur.

Il précise également que conformément aux articles R153-20 et R153-21 du code de l'urbanisme la présente délibération fera l'objet d'un affichage durant un mois au siège de la Communauté de Communes Aunis Sud et à la mairie de Surgères. Mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département. Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs.

La présente délibération sera exécutoire dès sa transmission au Préfet de Charente-Maritime et accomplissement des mesures de publicité précitées.

Le dossier de la modification simplifiée n°2 sera tenu à la disposition du public, en Préfecture, au siège de la CdC Aunis Sud et à la Mairie de Surgères.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

- Donne acte au rapporteur des explications ci-dessus détaillées,
- Décide d'approuver telle qu'elle est annexée à la présente délibération la modification simplifiée n°2 de la Commune de Surgères
- Dit que tous les administrés seront informés de cette disposition par l'affichage d'un avis au siège de la Communauté de Communes Aunis Sud et en mairie de Surgères ainsi que par voie de presse
- Autorise Monsieur le Président à signer toute pièce relative à ce dossier et à prendre toutes dispositions pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la délibération.

10.3 Déclaration de projet décrite à l'article L.300-6 du Code de l'urbanisme emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme pour le projet de résidence senior sur le site Sergent Prolac – approbation de la mise en compatibilité du PLU.

(Délibération n°2018-12-24)

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.300-6 et suivants,

Vu la délibération n°2015-06-03 du Conseil Communautaire du 23 juin 2015, adoptant la modification de ses statuts de la Communauté de Communes ;

Vu l'arrêté préfectoral n°15-3077-DRCTE-BCL du 16/11/2015, portant modification des statuts de la Communauté de Communes Aunis Sud ;

Vu la délibération en date du 23 mai 2018 lançant la procédure de déclaration de projet décrite à l'article L.300-6 du code de l'urbanisme emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme pour le projet de résidence senior sur le site Sergent Prolac,

Vu l'examen conjoint des Personnes Publiques Associées tel que décrit à l'article L.153-54-2 du Code de l'Urbanisme qui s'est tenu le 28 juin 2018,

Vu la décision en date du 26 juillet 2018 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de POITIERS désignant Monsieur Albert-Jean MILLOUR, en qualité de Commissaire Enquêteur,

Vu l'arrêté municipal du 2 août 2018 prescrivant l'enquête publique relative à la déclaration de projet décrite à l'article L.300-6 du Code de l'urbanisme emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Surgères pour le projet de résidence seniors sur le site Sergent Prolac,

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du mardi 4 septembre au vendredi 5 octobre 2018 inclus

Etant donné les conclusions du Commissaire Enquêteur figurant dans son rapport remis le 24 octobre 2018 qui précisent que :

« L'enquête concernant la déclaration de projet décrite à l'article L.300-6 du Code de l'urbanisme emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Surgères pour le projet de résidence seniors sur le site du Sergent Prolac, s'est déroulée de façon satisfaisante, malgré le peu d'avis formulés par les organismes publics et une absence totale d'avis de la part de la population.

Cette apparent désintérêt peut se comprendre par l'information largement diffusée au sein de la commune sur ce projet, et une réunion d'examen conjoint qui si elle n'a pas rassemblé plus de huit institutions, n'en a pas moins permis de présenter le projet aux organismes publics et a recueilli non seulement un avis favorable, mais des remarques à la marge.

C'est pourquoi compte tenu que l'objet de l'enquête est tout à fait valorisant pour la commune, qu'il est conforme au SCOT, et apportera à la commune un vrai renforcement qualitatif de son habitat en cœur de ville.

J'émet un avis très favorable à ce projet pour l'intérêt général du projet et la mise en compatibilité du PLU. »

Monsieur Raymond DÉSILLE, Vice-président, rappelle que les 20 points de la procédure de modification n° 5 du PLU de Surgères ont été répartis sans aucun changement en trois procédures :

- Une déclaration de projet (article L.300-6 du Code de l'urbanisme) pour la construction d'une résidence seniors sur le site Sergent PROLAC
- Une modification n°5 pour l'ouverture à l'urbanisation des parcelles cadastrées section ZR 21 pour partie et ZR 22 pour partie, ZR 123 et ZR 186, sis au lieu-dit « Fief Barrabin » en les classant en zone AUc « SECTEUR destiné aux activités commerciales ».
- Une modification simplifiée n°2 pour le reste des points.

Il rappelle également que le dossier de déclaration de projet est constitué de 2 parties :

- 1- Définition de l'intérêt général du projet sur lequel la commune de Surgères s'est prononcée par délibération du 21 novembre 2018
- 2- Mise en compatibilité du PLU de Surgères avec le projet sur laquelle le Conseil Communautaire doit se prononcer
La mise en compatibilité du PLU porte sur deux points :
 - 1- Modifier le règlement de la zone Ua en créant un sous-secteur ayant pour indice « g » secteur destiné à l'implantation d'un projet nécessaire aux services publics ou d'intérêt collectif en centre-ville
 - 2- Classer les terrains situés sur les parcelles cadastrées AD 300, AD 301, AD302 et AD 351, constituant la friche sergent Prolac, la parcelle sise 4 bis, rue de la Binetterie, cadastrée AD78 et la parcelle cadastrée AD 79, actuellement classées en zone UC « secteur d'extension avec implantation à l'alignement » en secteur Uag « secteur destiné à l'implantation d'un projet nécessaire aux services publics ou d'intérêt collectif en centre-ville » du PLU.

En effet, dans le document édité par le bureau de la législation de l'urbanisme sur la déclaration de projet rédigé en septembre 2016 et mise à jour en octobre 2017, il est précisé que :

« Lorsque la déclaration de projet est décidée par une collectivité territoriale, le dossier de mise en compatibilité est soumis par l'autorité chargée de la procédure à l'organe délibérant de l'EPCI compétent qui dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de l'avis du Commissaire enquêteur pour approuver la mise en compatibilité du PLU. »

Ainsi, puisque la commune n'est pas l'autorité compétente en matière de PLU, il a été demandé, par courrier du 25/10/2018 à la CdC Aunis Sud l'approbation de la mise en compatibilité du PLU pour le projet par le Conseil Communautaire avant le 24/12/2018.

Il est donc proposé au conseil communautaire d'approuver, la mise en compatibilité du PLU de Surgères au regard des éléments constituant la déclaration de projet relative à la future résidence seniors sur le site Sergent Prolac à Surgères

Madame Catherine DESPREZ explique que le projet avance moins vite que prévu. Il aurait été souhaitable d'ouvrir en septembre 2019 au lieu de septembre 2020 car il est très attendu. Ce projet concerne 49 appartements et déjà 25 personnes sont intéressées.

Ces explications entendues, monsieur le Président, demande au Conseil Communautaire de se prononcer sur la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

- Donne acte au rapporteur des explications ci-dessus détaillées,

- Décide d'approuver la mise en compatibilité du PLU de Surgères par rapport au projet de résidence sénior sur le Site de Sergent Prolac concernant les deux points suivants :
 - o Modifier le règlement de la zone Ua en créant un sous-secteur ayant pour indice « g » secteur destiné à l'implantation d'un projet nécessaire aux services publics ou d'intérêt collectif en centre-ville
 - o Classer les terrains situés sur les parcelles cadastrées AD 300, AD 301, AD302 et AD 351, constituant la friche sergent Prolac, la parcelle sise 4 bis, rue de la Binetterie, cadastrée AD78 et la parcelle cadastrée AD 79, actuellement classées en zone UC « secteur d'extension avec implantation à l'alignement » en secteur Uag « secteur destiné à l'implantation d'un projet nécessaire aux services publics ou d'intérêt collectif en centre-ville » du PLU.
- Dit que tous les administrés seront informés de cette disposition par l'affichage d'un avis au siège de la Communauté de Communes Aunis Sud et en mairie de Surgères ainsi que
- Autorise Monsieur le Président à signer toute pièce relative à ce dossier et à prendre toutes dispositions pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la délibération.

10.4 Signature d'une convention d'adhésion au service commun d'instruction mutualisée des actes et autorisations du droit des sols pour la Commune de Bouhet.
(Délibération n°2018-12-25)

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM),

Vu l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) tel qu'issu de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 (loi dite MAPTAM),

Vu l'article L422-1 du Code de l'Urbanisme définissant le Maire comme l'autorité compétente pour délivrer les actes,

Vu l'article L422-8 du Code de l'Urbanisme supprimant la mise à disposition gratuite des services d'instruction de l'Etat pour toutes les Communes compétentes appartenant à des Communautés de 10 000 habitants et plus,

Vu l'article R423-15 du Code de l'Urbanisme autorisant la commune à confier par convention l'instruction de tout ou partie des dossiers à une liste fermée de prestataires,

Vu l'article R423-48 du Code de l'Urbanisme précisant les modalités d'échanges électroniques entre service instructeur, pétitionnaire et autorité de délivrance,

Vu l'arrêté préfectoral du 30/05/2013 portant fusion-extension entre la Communauté de Communes de Surgères et la Communauté de Communes Plaine d'Aunis et créant la Communauté de Communes Aunis Sud,

Vu la délibération n° 2014-07-09 du Conseil Communautaire du 15 juillet 2014 relative à la décision de principe sur la création d'un service commun urbanisme entre la communauté de Communes Aunis sud, la Commune d'Aigrefeuille d'Aunis et la Commune de Surgères au 01/11/2014,

Vu l'approbation du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Bouhet en date du 20 novembre 2018,

Monsieur Raymond DESILLE, Vice-Président, rappelle que pour adhérer au service commun d'instruction mutualisée des actes et autorisations du droit des sols, une convention doit être signée entre la Communauté de Communes Aunis Sud et chaque commune volontaire.

Cette convention organise les responsabilités réciproques de la Communauté de Communes et des Communes au cours de l'instruction des actes et autorisations du droit des sols.

Cette convention, adaptable à chaque commune en fonction du choix des autorisations à instruire, est soumise au Conseil Communautaire et aux Conseils Municipaux pour délibération.

La commune de BOUHET qui vient d'approuver son Plan Local d'Urbanisme souhaite adhérer au service commun d'instruction.

Monsieur Raymond DESILLE présente aux membres du Conseil Communautaire la convention type.

Monsieur Jean GORIOUX indique que la commune de Bouhet subissait les mêmes contraintes financières que les autres communes sans avoir les services. Cela sera enfin résolu.

Ces explications entendues, **Monsieur le Président** demande au Conseil Communautaire de se prononcer sur la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

- Donne acte au rapporteur des explications ci-dessus détaillées,
- Autorise le Président à signer la convention d'adhésion au service commun d'instruction mutualisée des actes et autorisation du droit des sols pour la commune Bouhet
- Autorise Monsieur le Président à signer toute pièce relative à ce dossier et à prendre toutes dispositions pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la délibération

11. ENVIRONNEMENT

11.1. Stratégie Locale de Gestion des Risques d'Inondation (SLGRI) sur la Baie de L'Aiguillon – Convention avec le SYHNA et Aunis Atlantique pour le lancement de l'étude d'élaboration.
(Délibération n°2018-12-26)

Vu la Directive 2007/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23/10/2007 relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation,

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.533-8 et R.566-14 à R.566-17 relatifs à l'élaboration des stratégies locales pour les territoires dans lesquels il est identifié un risque d'inondation important,

Vu la Stratégie Nationale de Gestion du Risque d'Inondation (SNGRI),

Vu le Plan de Gestion du Risque Inondation (PGRI) Loire Bretagne,

Vu l'arrêté n°12.255 du 26/11/2012 établissant la liste des territoires dans lesquels existe un risque d'inondation important sur le bassin Loire-Bretagne, pris en application de l'article L.566-5 du Code de l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet coordonnateur du Bassin Loire-Bretagne n°16.087 du 30 mars 2016 modifiant l'arrêté 15.026 du 20 février 2015,

Vu les statuts de la Communauté de Communes Aunis Sud et notamment sa compétence facultative « Stratégie Locale de gestion des risques d'inondation »,

Vu le projet de convention entre le SYHNA (SYndicat Hydraulique du Nord Aunis) et les communautés de communes Aunis Sud et Aunis Atlantique prévoyant les modalités pratiques et notamment la répartition des coûts d'une étude d'élaboration de la SLGRI sur la Baie de l'Aiguillon,

Madame Micheline BERNARD, vice-présidente en charge de l'environnement, explique que la mise en œuvre locale du Plan de Gestion du Risque Inondation (PGRI) Loire Bretagne doit s'appuyer sur une Stratégie Locale de Gestion du Risque d'Inondation (SLGRI) adaptée au territoire. Aunis Sud est concerné, sur le bassin du Curé, par la SLGRI Baie de l'Aiguillon.

Elle rappelle qu'en Aunis, la compétence SLGRI est pour le moment communautaire, ayant été inscrite dans les statuts des deux communautés de communes concernées dans l'idée de la transférer au futur syndicat du Curé. Celui-ci n'étant pas encore en ordre de marche, il est cohérent de confier l'étude SLGRI au SYHNA, porteur du PAPI (Programme d'Actions de Prévention des Inondations), et qui travaille sur le sujet depuis plusieurs mois avec ses homologues vendéens. Ceux-ci souhaitent d'ailleurs qu'il soit leur mandataire pour cette étude.

Le pilotage de la SLGRI pourrait donc être mené conjointement, via un groupement de commande des syndicats hydrauliques concernés, par :

- Les trois syndicats porteurs des PAPI de la baie de l'Aiguillon, c'est-à-dire le SYHNA (en l'attente du Syndicat du Curé), le SMVSA (Vendée-Sèvre-Autizes) et le SMMPBL (Marais Poitevin-Bassin du Lay),
- Et L'État, représenté par les Préfets de la Vendée et de la Charente-Maritime, avec l'appui des Directions Départementales des Territoires et de la Mer.

Il s'agit tout d'abord d'élaborer un document d'avenir qui s'inscrive dans la poursuite des actions déjà engagées (PAPI, PPRI, etc.), en cohérence avec l'exercice de la compétence GEMAPI.

Le coût d'étude est estimé à 120 000 € TTC, par rapprochement avec les montants d'études d'élaboration de SLGRI recueillis auprès de territoires voisins. Le montant exact de l'étude sera connu à l'issue de la consultation dans le cadre de la procédure de marché publics. Une subvention est attendue à hauteur de 50 % du coût d'étude.

Les Syndicats porteurs de l'étude (SYHNA, SMVSA, SMMPBL) ont prévu de se répartir à part égale ce coût (40 000 € chacun sous réserve du résultat de la consultation, soit 20 000 € chacun une fois les subventions déduites).

La compétence sur le territoire du SYHNA étant détenue à ce jour par les deux communautés de communes Aunis Sud et Aunis Atlantique, il a été préparé une convention entre celles-ci et le SYHNA. Elle prévoit les modalités pratiques et notamment la répartition des coûts d'études entre Aunis Atlantique et Aunis Sud (subventions déduites).

Le SYHNA sollicitera la part des parties prenantes, déduction faite des subventions reçues, avec une répartition selon la surface de bassin versant concernée pour chaque EPCI et selon le plan de financement prévisionnel ci-dessous :

Membres de la convention	Répartition à la surface de l'EPC	€ T.T.C
CdC Aunis Sud	29,60 %	5 920 €
CdC Aunis Atlantique	70,40 %	14 080 €
TOTAL	100 %	20 000 €

Voir le projet de convention ci-annexé, qui a été envoyé à l'ensemble des membres du Conseil à l'appui de la convocation à la réunion de ce jour.

Il est proposé au Conseil d'approuver cette organisation et d'autoriser le Président à signer ladite convention, ce qui permettrait un lancement de l'étude en 2019.

Madame Micheline BERNARD indique que la répartition financière initiale envisagée était de 50% pour chaque CdC. Elle explique que **Madame Cécile PHILIPPOT**, chargée de mission à l'environnement, ayant rappelé que le territoire Aunis Sud était moins couvert que celui d'Aunis Atlantique (qui l'est entièrement), la répartition a été modifiée plus équitablement.

Sur autorisation du Président, Monsieur Joël DULPHY explique que la stratégie locale de gestion des risques d'inondation est un dossier important et complexe.

Il indique par ailleurs que Monsieur Didier BERCHAIRE va prendre début janvier 2019 le poste de chargé de missions au SYHNA, vacant depuis l'été 2018.

Il précise que le SYHNA attend des aides de la Région importantes pour la trésorerie du syndicat. Il informe que les bruits qui courraient sur la fin du SYHNA, notamment sur sa fermeture, sont faux.

Ces explications entendues, Monsieur le Président demande au Conseil Communautaire de se prononcer sur la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire,

A l'unanimité,

- Donne acte au rapporteur des explications ci-dessus détaillées,
- Accepte les termes de la convention pour le lancement d'une étude d'élaboration de la SLGRI sur la Baie de l'Aiguillon,
- Autorise Monsieur le Président à signer ladite convention avec le SYHNA et la Communauté de Communes Aunis Atlantique,
- Dit que les crédits nécessaires seront ouverts au budget 2019,
- Autorise Monsieur le Président à prendre toutes dispositions pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

12. DÉCISIONS – INFORMATIONS

12.1 Décisions – Informations

Monsieur le Président a informé l'Assemblée des décisions prises en application des délégations données par le Conseil Communautaire :

Décision n° 2018 D 68 du 20 novembre 2018 portant sur la modification de la régie de recettes et d'avances de l'école de musique de la Communauté de Communes Aunis Sud.

L'article 10 de la décision n°2014-19 portant création de la régie de recettes et d'avances « **Ecole de musique** » est modifié tel que suit :

Article 10 : *Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 1 500 €.*

Décision n° 2018 D 69 du 20 novembre 2018 portant sur la nomination du régisseur titulaire et des mandataires de la régie de recettes et d'avances de l'école de musique de la Communauté de Communes Aunis Sud.

Titulaire : Monsieur Christian MECHIN

Mandataires : Madame Géraldine BILLEAUD, ou Monsieur Anthony CHEVRIER, ou Mme Caroline SAGNIER

Décision n° 2018 D 70 du 20 novembre 2018 portant sur la nomination du régisseur titulaire et des mandataires de la régie de recettes de l'école de musique de la Communauté de Communes Aunis Sud

Titulaire : Madame Géraldine BILLEAUD

Mandataires : Monsieur Christian MECHIN

Décision n° 2018 D 71 du 20 novembre 2018 portant sur la signature d'une commande avec le Syndicat Départemental de la Voirie, sans publicité ni mise en concurrence, concernant des travaux d'aménagement d'un parking Rue Ronsard à Surgères.

Objet des prestations (opération) : Aménagement d'un parking Rue Ronsard à Surgères

Société attributive : Syndicat Départemental de la Voirie 17119 SAINTES

Montant du Marché TTC : 46 248,66 €

Décision n° 2018 D 72 du 21 novembre 2018 portant sur Droit de Prémption Urbain sur le bien cadastré section AC n° 441, 507, 508 et 511 et 373 (Saint-Georges-du-Bois)

13. REMERCIEMENTS

13.1 Remerciements

Monsieur le Président a fait part à l'Assemblée des remerciements adressés par le Multi-Accueil « Aux P'tits Câlines » pour les travaux réalisés cet été sur la terrasse du bâtiment.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Président clôt la séance à 20h40.